2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

SOCIALISTE

N° 90
JEUDI 2 JUILLET 1981

L'ASSEMBLEE RENTRE POUR REVIVRE

Avec le plus grand groupe jamais obtenu, les députés socialistes vont entamer jeudi la première session de la septième législature de la Ve République. Majoritaires, ils sont prêts à donner à François Mitterrand les moyens que celui-ci demandait pour concrétiser sa politique. Cela se fera dans un souci premier d'efficacité, rappelle Pierre Joxe, élu mardi président du groupe socialiste, mais aussi dans le respect de l'opposition. L'Assemblée, pour ses retrouvailles avec la gauche, va pouvoir enfin assumer les responsabilités qui lui incombent. (PAGE 3)

La noble Espagne

C'EST le représentant officiel d'une nation démocratique que François Mitterrand et Pierre Mauroy vont recevoir jeudi à Paris. Président du gouvernement espagnol depuis février dernier, Leopoldo Calvo Sotelo mérite les égards qui sont dus à son rang et à la place que son pays occupe en Europe.

Les relations entre la France et l'Espagne n'ont pas été faciles au cours de l'histoire. Les quarante ans de dictature franquiste n'ont fait que les compliquer, en retardant un rapprochement indispensable à la construction européenne. Aujourd'hui, grâce à la détermination du roi Juan Carlos qui a su interpréter les profondes aspirations de son peuple, l'Espagne a reconquis ses libertés. Alors que la France, dont les traditions démocratiques ne sont pourtant plus à démontrer, conserve encore un excessif pouvoir centralisateur, l'Espagne a reconnu aux peuples qui la composent l'autonomie à laquelle ils aspiraient. L'exemple de la Catalogne mérite, à cet égard, réflexion.

MALGRE tous les efforts qu'elle a déployés pour recouvrer ses libertés, l'Espagne a toutefois le sentiment d'être mal comprise, et même trahie, par son proche voisin du nord. Douloureux, le problème basque reste la pierre d'achoppement des relations entre les deux pays. Il suffit du moindre incident pour que les mieux démons se réveillent et que la presse espagnole se déchaîne aussitôt contre la France et ses dirigeants, quelle que soit leur appartenance politique.

LORS de sa récente visite à Madrid, la troisième dans une capitale étrangère après sa nomination au ministère des Relations extérieures, Claude Cheysson a été clair. Le gouvernement français ne tolérera pas que les indépendantistes basques montent des opérations de commandos à partir de la France. Mais il a rappelé, dans le même temps, que « *patrie des droits de l'homme* », la France ne peut livrer ceux ou celles qui se réfugient sur son territoire pour des raisons politiques.

C'est à l'Espagne, et à elle seule, que revient de résoudre le problème basque. L'extradition qu'elle réclame de quelques indépendantistes ou de terroristes supposés ne mettrait pas fin à ses tourments. D'autres pays en Europe, l'Italie et l'Allemagne fédérale notamment, connaissent les mêmes difficultés sans que leurs excellentes relations avec la France en soient affectées. Pourquoi l'Espagne persiste-t-elle à faire un procès d'intention qui dessert la cause des deux pays?

Beaucoup plus utile serait l'ouverture d'une discussion franche et loyale sur l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne. La France a un rôle décisif à jouer pour raccourcir le délai de dix ans qui avait été prévu à l'origine. Il ne serait pas honnête, de notre part, après les déclarations d'intention qui ont été faites lorsque l'Espagne vivait encore sous la dictature du général Franco, de

Edouard BAILBY

• Suite page 16.



(Photo AP)

Israël: vers un match nul?

Shimon Pérès a peut-être célébré trop tôt sa victoire électorale. Le Likoud de Menahem Begin, arrivé pratiquement à égalité avec le Parti travailliste, paraissait mieux placé mercredi matin pour obtenir l'appui des petites formations en vue de constituer le gouvernement.

Voir article page 8

Paul Quilès: le Parti socialiste devant l'exercice du pouvoir
(PAGE 5)

Célibataires : solitude choisie ou subie ?
(PAGES 10 et 11)

L'ETAT VA REPONDRE AU SOS DES CAISSES CHOMAGE
(PAGE 7)

Tour de France

L'AUSTRALIEN QUE L'ON N'ATTENDAIT PAS
(PAGE 12)

VU DE BRETAGNE

A la corne des caps

PRÈS de l'église de Cast, au Finistère, on voit, taillé dans la pierre moussue, un étrange groupe. Un chasseur richement vêtu ploie le genou devant un cerf. Deux chiens font à ce dernier l'hommage d'un regard docile, cependant que le cheval et l'écuyer ont l'air de n'y rien comprendre.

Il s'agit, on l'a peut-être deviné, de saint Hubert, grand chasseur oisif et sans imagination, découvrant la croix du Christ dans les ramures d'un cerf qu'il s'apprêtait vraisemblablement à traquer. Un chemin de Damas, en quelque sorte, à la pointe de la Bretagne...

Xavier Grall, qui habite, une dizaine de lieues plus bas, du côté de Pont-Aven, est-il allé méditer parfois sur cet ensemble ? Tourné plus volontiers vers l'océan, il semble pincer les cordes de son luth pour chanter de préférence, comme dans *Solo* (éditions Calligrammes), en même temps que « *les varechs verts, les germons bleus et les daurades d'or, le triomphe des marées à la corne des caps* ».

Ni chasseur ni défricheur de landes, il crie la Bretagne de Tristan et Iseut, folle et mystique, avec un entêtement inadapté aux calculs du profit, au bien-être technique, à un présent d'arrivisme et de béat contentement. Car si, selon une image tirée d'un poème d'Youenn Gwernig, « *luskellus ha kunv an envor* » (la mer dort dans la mémoire), pour quelques-uns elle refuse tout repos : ici, en tout cas, sur ces côtes par elle déchiquetées, nuit et jour prises d'assaut, au-dessus desquelles les goélands lancent leur aigre plainte, c'est un incessant combat qui n'est pas sans rappeler celui que, dans les pays du soleil, se livrent l'ombre et la lumière.

Au fond, y a-t-il autant d'incompatibilité que le dit Xavier Grall entre les peuples celtiques et les peuples de la Méditerranée ? Tristan et Iseut sont à peine plus sombres que bien des amants dont les troubadours célébrèrent en Provence et en Languedoc les aventures.

Pourquoi le feu ne serait-il plus le feu lorsqu'il embrase, au lieu des roseaux de Catalogne, les ajoncs de Bretagne ?

Quant aux deux mers — celle qui gronde à l'ouest, et celle dont les riverains solidaires, au sud, disaient autrefois « *mare nostrum* » — que l'une soit plus bouillonnante que l'autre, plus proche de la transe et du tintamarre, que l'autre soit davantage semblable au « *toit tranquille où marchent les colombes* » (Paul Valéry) bien que capable de terribles colères, toutes deux ne tournent-elles pas le dos à la tarentule parisienne, dont, depuis des siècles, elles n'ont guère tiré qu'empoisonnements de toute sorte ?

Voilà sans doute pourquoi, plus couramment appelés « *pointes* » au Finistère, les caps préservent toujours cette vie secrète au « *langage lent et fier* », la vie des royaumes ombrageux où, selon le barde Gwerning :

« *Fru ha fru,*
E koll ar mor e blu »
(Embrun par embrun
L'eau s'effeuille...)

Maurice CHAVARDÈS

AU JOUR LE JOUR

L'envers de l'Age d'Or

POURQUOI diable nos voisins allemands ont-ils baptisé « *Age d'Or* » l'époque de la République de Weimar, ces sombres années vingt coincées entre une guerre perdue et l'avènement d'une dictature ? Peut-être parce qu'elles offrirent un semblant de répit entre deux tourmentes, que la vie se réfugia dans cette brève parenthèse pour brûler très vite et très fort avant de s'éteindre à nouveau. Peut-être ne danse-t-on vraiment bien que sur un volcan... Pas une minute à perdre. Le temps d'un tour de valse et la crise aura resserré son étreinte. Déjà le mark s'effondre, le nombre de chômeurs passe de deux à six millions, le sang coule dans le bassin minier de la Ruhr. — Ça ne peut pas durer, répètent, à tour de rôle, grands et petits bourgeois, prolétaires et aristos. Ça ne durera pas, en effet. Raison de plus pour faire la fête.

De cette période tumultueuse la télévision allemande et A2 ont tiré un feuilleton-fleuve dont nous verrons six épisodes

par Gabrielle ROLIN

(du 3 au 12 juillet, les vendredis, samedis et dimanches à 20 h 30). Le meilleur et le pire s'y côtoyent, une remarquable interprétation et un fort médiocre doublage, un vif souci de réalisme et un penchant pour le roman-photo. En outre, de crainte de lasser le public français, on a condensé le film à l'aveuglette. Les couples se forment, se séparent, se retrouvent à un rythme d'autotamponneuses. Voilà qui nous change des interminables discussions de *Dallas,* mais ne convainc pas davantage. Une fois encore on nous invite à suivre la trace d'une famille, celle du coiffeur Vollmer et de ses deux charmantes filles, Victoria l'infirmière, Suzanne la soubrette. Elles ont tout pour plaire... et elles plaisent. Gagné par leur exemple, le papa s'émancipe, histoire d'oublier ses soucis financiers.

Sa peur du désordre le conduira, peu à peu, à se rallier à l'hitlérisme. Mettez-vous à sa place : une banque l'a chassé de son salon de coiffure. Et sa cadette tombe enceinte sans avoir la bague au doigt ! Et son aînée divorce d'avec un militaire aigri pour épouser un journaliste juif ! Où va-t-on ? Au désastre. Nous le sentons approcher, nous en remarquons les signes avant-coureurs : grèves écrasées, assassinats politiques, files de mendiants au coin des rues. Nous voudrions alerter les personnages, les arracher à leurs modestes plaisirs et à leurs gros soucis, les contraindre à regarder la situation en face. En vain. Le réalisateur traite le sujet en rase-mottes. Dommage. Il manque à l'Age d'or une voix qui crie : « *Au feu !* »



Nous y sommes...

Et voilà, nous y sommes,
petit homme, petite femme,
ami, grand-mère, grand-père,
inconnus, frères de nos buts,
sœurs en la nouvelle lumière !
Si longtemps retenues,
rongées de rouille et de déraillements,
nos joies fument comme la rosée de l'aube
et nos espoirs galopent
vers d'immenses prairies étincelantes.
Nous nous tendons des mains printanières,
nous nous semons d'accolades souriantes,
les yeux touffus d'invitations rajeunies
et d'invincibles rythmes,
les bouquets de notre surprise
palpitent les ciels pourpres de nos joues
et des forêts de roses se glissent dans nos poches
d'où elles chassent les ronces !
Lyrique ?... Peut-être...
mais aussi réaliste qu'une racine,
ce n'est pas avec un grain de sable
que l'on pousse une montagne,
ni en soufflant du gel
que l'on devient incandescent !
Et aux fronts rampants, murmurant :
« illusions... »
je dis
non ! je n'enfilerai pas de parachute,
je ne vais pas tomber de haut,
la pioche de mes bras et l'olivier de ma tête
feront suer leurs veines et briller leurs nerfs
pour tailler, mûrir les fêtes de nos vœux.
Oui, ensemble,
nous allons,
avec nos cœurs de planètes émergeant de soupentes mitées,
sillonner nos promesses,
remplir nos théâtres d'élans multicolores,
afin de rendre son enfance à la fraîcheur !
Ensemble...
nous déchirons les ténèbres qui nous écrasaient,
nous tordaient, nous asphyxiaient.
Enfin, nos rêves bousculent leur poussière,
ils surgissent, grimpent devant nous,
nous les agrippons pour les embrasser,
nous allons les suivre,
nous balancer dessus,
les jeter aux grimaces des nuages
pour que la pluie nouvelle éclaire les labyrinthes où nous étions blessés
de tunnels interminables !
Le chant sera notre emblème,
le sourire notre drapeau,
et nos lèvres soudain dénouées et bavardes
inventeront les clefs de l'avenir !
Que la générosité nous anime de moissons partagées,
que la jeunesse, tambour de nos âmes enthousiastes, résonne,
escalade la peur, efface l'angoisse
et crie
aux vagues joufflues des horizons :
« Demain s'est levé,
demain est arrivé,
demain s'est habillé en un aujourd'hui
aussi tendre, vif et magique qu'un nouveau-né
que nous allons langer, protéger, aimer,
nourrir passionnément,
pour que nos faims, nos soifs de vivre
ne soient plus des prières ou des souhaits mutilés,
mais bien du sang, de l'eau, du soleil et de l'air multipliés !!!

Y.-M. MAUSSIN DE KERGUELEN
Paris

Satisfaction

Dans notre circonscription, celle de Pontarlier, plus connue sous le nom de circonscription du Haut-Doubs ou encore « la petite Vendée de l'Est » en référence aux idées de la majorité de ses habitants, le candidat qui a porté les couleurs de la nouvelle majorité parlementaire a été Joseph Parrenin, membre de la Commission nationale agricole de notre parti.

Les résultats du premier tour qui ont donné 29,78 % au PS représentent pour nous une progression de 9 % par rapport à 1978. Evidemment, le total des voix de gauche, soit 37 %, ne semblait pas devoir nous permettre un optimisme exagéré pour le 21 juin. Vu d'ailleurs, vous avez du mal sans doute à comprendre les raisons de notre satisfaction. Ancien fief d'Edgar Faure, cette circonscription nous avait habitués à élire un homme de droite au premier tour. Les gens de gauche ne se souviennent pas avoir été présents au second tour. C'est donc pour nous une grande première électorale.

Denis ROY

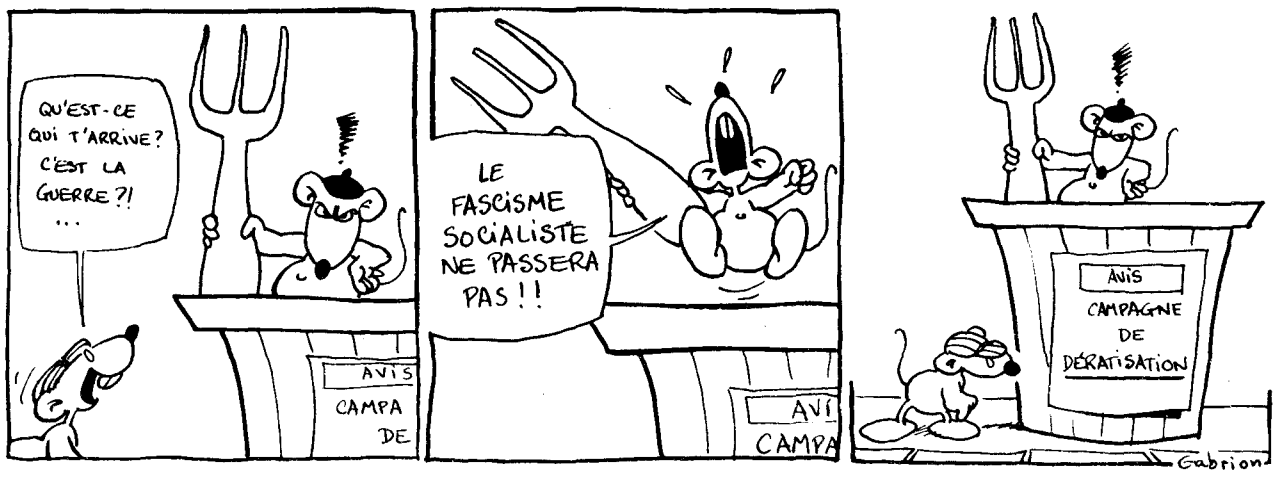
Météo



Variable

Le ciel sera très nuageux de la Bretagne à la frontière belge, avec quelques faibles pluies intermittentes devenant plus marquées au cours de la soirée. Partout ailleurs, le temps sera bien ensoleillé. Les températures maximales seront de l'ordre de 18 °C à Lille, Brest et Cherbourg, 20 °C à Rennes, Tours et Metz, 22 °C à Paris et Strasbourg, 25 °C à Bordeaux, Marseille et Clermont-Ferrand.

Rat-le-bol



Première réunion des députés socialistes

• Pierre Joxe est élu président du groupe
• Le bureau est constitué

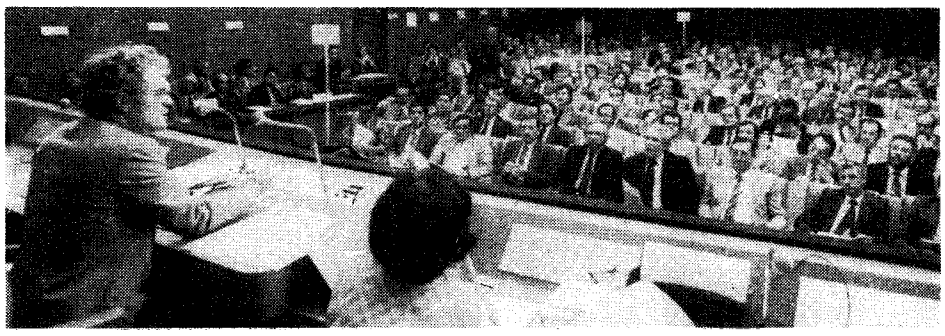
RÉUNIS mardi 30 juin, l'ensemble des députés socialistes ont désigné par acclamations Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Seul candidat à ce poste, Jean Poperen ayant décidé de se retirer, Pierre Joxe prend donc la succession de Gaston Defferre qui en assurait la charge dans les précédentes législatures.

14 h 45. C'est à Lionel Jospin que revient la tâche d'assurer l'élection du président de groupe. Après avoir accueilli les députés et rappelé brièvement les origines de cette double victoire, le premier secrétaire a insisté sur la charge qui incombe maintenant aux socialistes : « *Notre responsabilité est considérable, nous détenons à nous seuls la majorité absolue. Sur le terrain parlementaire, la droite n'a pas les moyens de nous empêcher de mener le changement dans les cinq années qui viennent. Mais,* a-t-il ajouté, *c'est de notre capacité de cohésion, de discipline collective et de notre sens du contrôle que dépendra le sort de notre législature.* »

Lionel Jospin a évoqué les futures relations entre le gouvernement, le groupe parlementaire et le parti : « *Nous aurons à créer des rapports nouveaux avec le gouvernement, l'organisation de notre travail sera complexe. Nous aurons à fonctionner et ce sera difficile.* » Mais Lionel Jospin ne doute pas que le sens de l'unité l'emportera : « *Les échecs ne pourraient venir que de nous.* »

Il est 15 heures. Gaston Defferre se lève et propose la candidature de Pierre Joxe. Jean Poperen, qui était candidat avant de se retirer, prend alors la parole : « *Nous disposons de tous les atouts pour réussir. Le groupe parlementaire va être un de ces atouts, aussi la désignation de ses responsables revête-t-elle toute son importance. Vous avez entendu Gaston Defferre, je souhaite que tous ceux qui sont là l'appuie.* »

Puis au cours d'un long développement, Jean Poperen souligne le rôle de premier plan que va jouer l'Assemblée : « *Cet organisme qui était tombé en déshérence va retrouver pleinement ses fonctions.* » Fonctions de contrôle, « *le débat budgétaire était devenu une simple formalité* », d'initiative des lois, « *que nous n'avions plus au détriment de l'équilibre des pouvoirs* », mais aussi de relais par rapport à l'opinion publique : « *Tout ce qui sera fait par le gouvernement ne sera pas facile. Nous aurons un rôle d'information pour que notre majorité ne connaisse pas comme la précédente le décollage de l'opinion. Et le rôle du parti va s'en trouver accru.* »



Lionel Jospin ouvre la réunion : *«Notre responsabilité est considérable. »*

15 h 45. Lionel Jospin propose l'élection de Pierre Joxe qui est désigné par acclamations. Le nouveau président monte alors à la tribune. Ses premiers mots vont à Gaston Defferre pour lui rendre hommage.

Pierre Joxe évoque à son tour les difficultés de la triple exigence : la vie du groupe, les liens avec le gouvernement et avec le parti et ajoute : « *Je ne suis pas pessimiste. J'espère vous prouver que je serai disponible pour cette fonction* ». Puis il souligne la volonté de son groupe de permettre à la nouvelle opposition de s'exprimer à tous les niveaux, rappelant que les présidences des six commissions devraient être réparties à la proportionnelle. Il a, par ailleurs, indiqué que les quatorze députés radicaux de gauche, ainsi que Gisèle Halimi, Max Gallo et Pierre Dabezies allaient s'apparenter au groupe socialiste et qu'ils devraient, comme les députés du PS, respecter la discipline de vote.

Pierre Mauroy, invité à la tribune, déclare après avoir remercié Gaston Defferre pour son « *inestimable coopération* » : « *Il faut réussir pour la France ce que nous avons réussi pour le PS. Les distinctions entre nous seront négligeables à côté de tout ce qui devra nous rassembler* ».

Les députés ont alors entendu une communication de Laurent Fabius, ministre du Budget, sur le problème du collectif budgétaire qui leur sera soumis dès cette session.

16 h 30. Louis Mermaz, désigné à l'unanimité par le comité directeur comme candidat à la présidence de l'Assemblée nationale, donne lecture d'un texte adressé à François Mitterrand et l'assurant « *de son affection et de son soutien actif pour rendre à la France son rayonnement* ».

Il est 17 heures. Pierre Joxe propose à l'ensemble des députés l'élection provisoire, en attendant leur inscription définitive, des trente et un membres du bureau du groupe socialiste à l'Assemblée nationale *(voir ci-contre)*. Une réunion du bureau a eu lieu à 18 heures, immédiatement après son élection. Une nouvelle réunion de l'ensemble du groupe est prévue jeudi 2 juillet avant la cérémonie d'ouverture de la septième législature.

Bruno DELAPALME

La composition du bureau

Le bureau du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale est formé de :

Cinq vice-présidents : MM. Bêche, Hautecœur, Evin, Sarre, et Paulette Nevoux.

Sept secrétaires législatifs : MM. Marchand, Richard, Laignel, Bartolone, Sapin, Michel, et Françoise Gaspard.

Un trésorier : René Gaillard. (Michel Berson, adjoint).

Seize membres : MM. Derosier, Pescé, Josselin, Florian, Beix, Coffineau, Nattiez, Bapt, Michel, Germon, Souchon, Quilès, Aumont, Billardon, Senes et Rodet.

Suppléants : MM. Chenard, Le Drian, Tavernier, Escutia, Le Foll, Oehler, Wilquin, Benedetti, Garmandia, et Ghislaine Toutain.

Un porte-parole qui n'a pas encore été désigné.

Didier Bariani: «Le Parti radical a encore un avenir»

IL règne une bien étrange atmosphère place de Valois, au siège historique du Parti radical-socialiste : la plupart des permanents attendent leur lettre de licenciement, et le budget de fonctionnement va être réduit des deux tiers. Il est vrai que le parti de Georges Clemenceau, de Léon Bourgeois et d'Edouard Herriot a subi l'autre semaine un des plus graves échecs de son histoire. Au point que certains croient déjà pouvoir pronostiquer sa prochaine disparition.

La représentation parlementaire du PRS comprenait neuf députés. Elle n'en compte plus que deux (Olivier Stirn et André Roussinot). Le président du parti, Didier Bariani, a lui-même été battu par Michel Charzat dans le vingtième arrondissement de la capitale.

Les radicaux valoisiens ont tenté vendredi dernier de tirer les premières leçons de leur échec.

Le comité exécutif, réuni à Paris, a insisté sur la nécessité d'une « *redéfinition profonde des rapports* (du parti) *avec les formations qui lui ont été associées* (dans l'UDF) ». Tout en demeurant « *partisan de l'existence d'instances de coordination et de concertation, le parti radical-socialiste ne saurait admettre que son expression, ses orientations et ses choix soient déterminés en dehors de son sein* », affirme le document final voté à une très large majorité.

« *Parlons clair,* explique Didier Bariani. *Nous avons vu, au fil des années, l'UDF de structure confédérale qu'elle était, se transformer progressivement en une sorte de parti, et agir comme tel. Par exemple, au cours de la dernière campagne législative, le choix des orateurs, le choix même des thèmes de la campagne ont, le plus souvent été effectué par la direction de l'union sans que le Parti radical ait eu son mot à dire. L'UDF s'est prise pour un parti. Du coup, elle a rétréci son éventail politique plus qu'elle ne l'a élargi.* »



les radicaux se sont donc prononcés pour une totale renégociation du fonctionnement et de la structure même de l'UDF, renégociation qui devrait, selon eux, avoir lieu cet été — et en tout état de cause avant leur comité exécutif de septembre.

« *Nous en parlerons jeudi, au conseil politique de l'UDF,* déclare Didier Bariani. *Je ne suis de toute façon pas mandaté par mes amis pour me prononcer sur la reconduction ou le renouvellement des organes de direction de l'UDF avant que ce problème soit résolu. Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs, et nous ne sommes pas à trois mois près. (...) J'ai enregistré avec intérêt les déclarations de Bernard Stasi publiées par* Combat socialiste, ajoute Didier Bariani. *J'y ai trouvé un écho à certaines de mes préoccupations. Encore faudrait-il que cette analogie de sentiments se traduise par une attitude commune devant l'UDF...* »

Sur le fond, les radicaux — comme d'ailleurs les démocrates sociaux de Bernard Stasi — souhaitent que l'UDF développe une politique d'« *opposition réformiste* ». Ce qui exclut tout « *cartel des droites* », toute tentation pure et dure, « *à la Chinaud* ».

« *Nous étions la gauche de la majorité, nous serons la gauche de l'opposition* », répète Jean-Thomas Nordmann, vice-président du PRS.

Une « *gauche* » qui pourrait, à l'occasion, voter avec « *la* » gauche, sur des questions comme la décentralisation, tel ou tel projet social ou, bien sûr, l'introduction du scrutin proportionnel.

Alors, l'avenir ? « *Il est précaire, incertain, difficile,* reconnaît Didier Bariani. *Mais c'est souvent dans les périodes les plus difficiles de son histoire que le radicalisme a su trouver les hommes, le renouvellement doctrinal et les échéances politiques qui lui ont permis de se reforger. Certains disent que nous sommes une famille politique en voie de disparition. J'affirme, moi, que non seulement le parti radical a encore un avenir, mais qu'il participera de façon décisive au débat public de la fin de ce siècle.* »

Yves-François TALMONT

PCF: exclusions au comité fédéral de Paris

LE comité fédéral de Paris du PCF a exclu lundi soir de ses rangs onze membres figurant parmi les fondateurs de *Rencontres communistes,* groupe de militants communistes critiques : Henri Fiszbin, conseiller de Paris, président de Rencontres communistes-*Hebdo,* Anita Chicard ; Tony Duché ; Françoise Durand, conseiller de Paris ; Georges Heckli ; Eddy Kœnig ; Jean-Pierre Marchand ; Jean Massoni ; Gérard Morain ; Frédérique Piel ; Louis Régulier. Décision prise par 71 voix contre 12.

Ils sont accusés d'avoir constitué « *une organisation parallèle au parti (...), avec toute une structure en contradiction avec les statuts qui fondent l'appartenance au parti* ». *L'Humanité* de mercredi publie la résolution du comité fédéral en ne mentionnant que le seul nom d'Henri Fiszbin, ajoutant « *...et plusieurs autres membres du CF* », alors que toutes les personnes sanctionnées avaient exigé de figurer nominalement dans cette résolution.

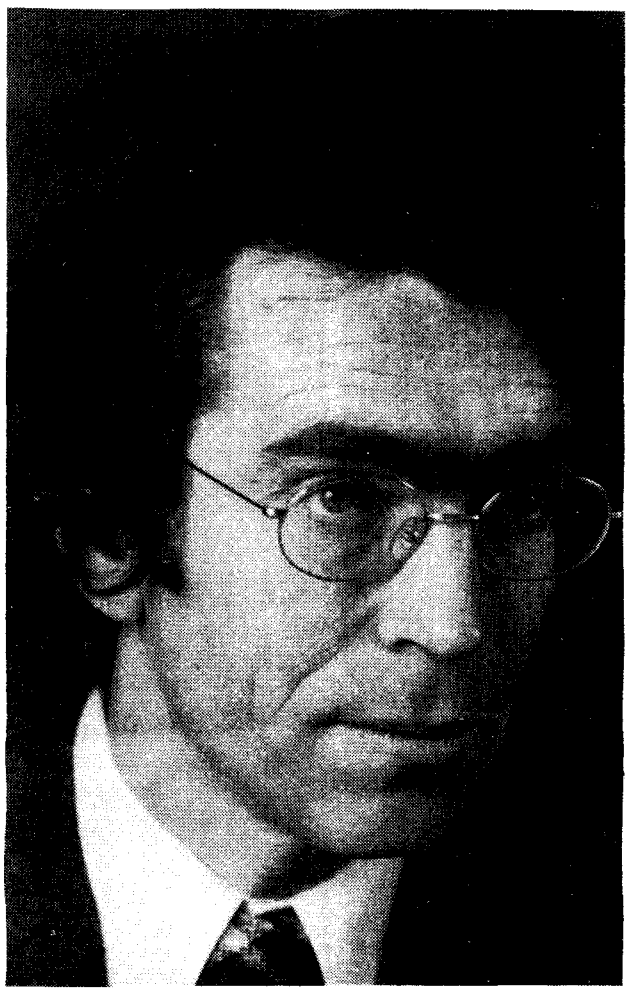
Devant le comité central, réuni les 25 et 26 juin derniers, Georges Marchais avait affirmé la volonté de la direction du PCF de favoriser une discussion large et ouverte et de perfectionner la vie démocratique du parti, rejetant, il est vrai, « *toute pression extérieure d'où qu'elle vienne* ». A six mois environ du XXIVe Congrès du PCF, on peut s'interroger sur la signification revêtue par cette décision d'exclusion... Interrogé à ce sujet dans *le Monde,* Henri Fiszbin se demandait s'il faut « *considérer cette sanction comme la première réponse à cette invitation* ».

BREF

• **Jacques Dominati,** ancien secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, ancien député de la 2e circonscription de Paris, a formé un recours devant le conseil constitutionnel à l'encontre de l'élection de Pierre Dabezies, candidat du PS dans la 2e circonscription, a annoncé son avocat, Me Jean-Marc Varaut, dans un communiqué.

Un entretien avec Pierre Joxe, président du groupe parlementaire socialiste

Organiser, coordonner, dans le respect de l'opposition



Pierre Joxe : « *Veiller à ce que le groupe fonctionne en collaboration avec le parti.* » (Photo Pascal Lebrun)

— ***Quel est, selon vous, le rôle d'un président de groupe ?***

— Organiser le travail du groupe, coordonner l'action des députés qui sont répartis dans les commissions, veiller à ce que le groupe fonctionne en collaboration avec le parti. Cela, on l'a fait très bien pendant des années avec Gaston Defferre.

Ce qui est nouveau, c'est l'articulation entre le groupe et le gouvernement. Il faut que le groupe soit bien informé des intentions et des conditions dans lesquelles le gouvernement agit, mais aussi que ce dernier soit bien informé de ce que les députés socialistes ressentent, observent et jugent.

Je crois que, dans un parti comme le nôtre, où le principe de la discipline est absolu, ce n'est pas un rôle qui demande beaucoup de talent, mais surtout de la méthode, de l'expérience. Il faut veiller à ce que les informations circulent, à ce que les explications soient données. Cela ne me paraît pas particulièrement difficile. J'ai été vice-président du groupe pendant trois ans. J'étais membre du bureau du groupe et trésorier pendant la législature précédente. J'ai, de plus, une certaine expérience des assemblées, que ce soit à Chalon ou en Saône-et-Loire.

Il est plus facile de s'occuper d'un groupe comme le nôtre, qui vit en bonne harmonie avec le parti puisque le parti existe, que dans un mouvement de droite où le parti n'existe qu'en période électorale.

— ***Comment concevez-vous le rôle du groupe par rapport au parti ?***

— Les députés du groupe ont été élus sur la base du programme du parti. De plus, la plupart de ces députés ont exercé soit des responsabilités au parti, soit dans les collectivités locales. Ils militent pour un parti et par un parti, et leur élection n'est que le prolongement d'une action militante.

Pendant des années, la droite disait : les socialistes sont tout juste capables de gagner des élections locales, jamais des élections nationales. Or, on s'aperçoit aujourd'hui qu'à force de gagner des élections locales nous avons fabriqué les meilleurs candidats possibles pour les élections législatives. Je crois donc que l'articulation entre le parti et le groupe est extrêmement facile. Les députés élus sont ceux du Parti socialiste.

— ***Vous ne voulez pas prendre en compte toutes les craintes exprimées ici et là au sujet de ce groupe très important qui deviendrait autonome ?***

— On n'entend que les gens qui parlent de craintes : d'un groupe énorme, d'un groupe majoritaire, certains disent même totalitaire.

Inversons l'analyse : regardons la réussite de la stratégie du PS, qui a consisté à rassembler les forces de gauche avec un but : une politique inspirée des orientations socialistes, et un moyen : un gouvernement d'union de la gauche.

Parler d'autonomie n'a donc pas de sens. Car là où il y a parfois autonomie des parlementaires par rapport au parti, comme en Grande-Bretagne ou en Allemagne, ce sont des appareils qui envoient des dirigeants nationaux se présenter aux élections législatives. Si nous regardons quels sont nos élus du parti, nous nous apercevons au contraire qu'ils ont été sécrétés par les organisations locales du parti.

— ***Et, par rapport au gouvernement, comment le groupe socialiste peut-il agir en soutien fidèle de l'action gouvernementale sans éviter de se transformer très vite en simple chambre d'enregistrement ?***

— Pendant de nombreux mois, le problème ne se posera pas, il va y avoir tant de grandes réformes qui vont se traduire par des projets de loi gouvernementaux. Il va y avoir tant de réformes pour lesquelles nous nous sommes battus que le travail nécessaire de discussion, d'amendements, d'amélioration pourra se faire sans qu'il y ait de contradictions entre les diverses orientations gouvernementales et le contrôle parlementaire.

D'autre part, pour le gouvernement, c'est utile d'avoir un certain nombre de députés socialistes qui expriment ce que les gens ressentent dans leur circonscription. Ce lien est irremplaçable dans les assemblées où nous sommes majoritaires. Par exemple, au conseil municipal de Chalon, au conseil général de Saône-et-Loire, au conseil régional de Bourgogne, nous avons de bonnes idées, nous voulons les mettre en application, et les élus nous disent : oui, mais il vaudrait mieux procéder de cette manière, faire ça ou ça d'abord, etc.

Alors pourquoi y aurait-il une contradiction entre le gouvernement et ce groupe à partir du moment où ce gouvernement suit des orientations communes et connues ?

Il s'agit là d'une sorte d'exorcisme. On en a peur. Alors, on en parle comme si cela existait. Pour le moment, laissons au gouvernement le temps de développer son dispositif. Après tout, le gouvernement d'union ne date pas plus d'une semaine. Tout cela s'inscrit dans une durée, et les députés en sont conscients.

— ***Quels vont être les rapports du groupe socialiste avec le MRG et le PC, qui font partie de la majorité présidentielle mais dont l'accord parlementaire à l'application d'une politiquen'est pas nécessaire ?***

— Les députés radicaux, dans leur quasi-totalité, ont toujours soutenu François Mitterrand (sauf Crépeau et Baylet). De plus, j'étais député pendant les deux législatures écoulées et j'ai pu constater qu'il y avait avec les radicaux de gauche un accord sur tout ou presque, les différences étant plutôt d'ordre historique. Ils redemandent à s'apparenter à notre groupe, ils en font partie, ils auront leur place à part entière.

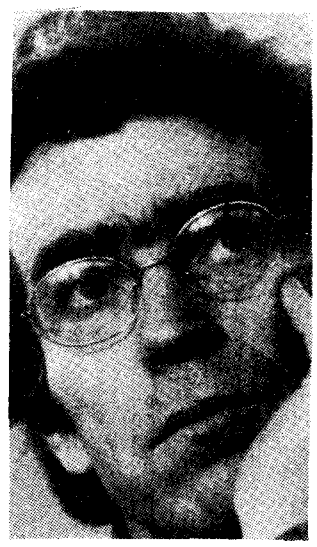
Pour les communistes, le problème est différent. Ils nous ont combattu pendant des années de façon extrêmement agressive, déclarant des choses inexactes, essayant d'orienter la classe ouvrière dans une direction qui ne menait à rien. Ils en ont subi de graves revers, ils n'en font qu'une autocritique très limitée. Mais, au dernier moment, ils ont fait le choix sage de soutenir François Mitterrand. Au dernier moment de la campagne législative, ils ont également compris qu'il était inévitable pour eux de payer quelque peu le prix des erreurs de leur direction. Cela dit, les communistes ont constitué leur groupe, ils ont fait une déclaration, elle est intéressante. Ce qui aura plus de portée encore, c'est le comportement du groupe pendant la session de juillet, de septembre, d'octobre, etc. On verra à l'usage... Je pense qu'il y a eu de telles tensions au sein du PC, Georges Marchais a commis de telles erreurs d'appréciation et d'analyse que, forcément, le PCF va consacrer pas mal de temps à ses problèmes. Je pense que cela le conduira, dans un premier temps, à privilégier le débat interne au débat à l'intérieur de la gauche. Alors que depuis quatre ans il a beaucoup interpellé le PS, mais pas trop réfléchi sur soi-même.

— ***Quelle va être précisément l'attitude du groupe socialiste à l'égard du RPR et de l'UDF ?***

— Le respect des minorités, c'est notre principe, inciterait à accorder des présidences de commission à des groupes suffisamment importants pour que leur capacité parlementaire le justifie. Je préside un conseil régional, la droite y a une présidence de commission. A eux d'exprimer leurs souhaits. Le RPR s'est déjà récusé. L'UDF dira sa position à l'issue de la réunion de son groupe. Cela suppose une réflexion autant de leur part que de la nôtre, mais la balle est dans leur camp.

A vrai dire, nous n'avons pas le choix. Les commissions sont composées à la proportionnelle des groupes. Même si nous ne le voulions pas, nous ne pourrions pas ne pas être majoritaires dans toutes les commissions. Si donc nous appliquons la seule proportionnelle, nous présiderions toutes les commissions. Un président de commission de droite, s'il y en avait un, devrait tenir compte d'une majorité socialiste. Il ne serait donc pas dans les mêmes conditions que les nôtres. Nous n'y pouvons rien, ce n'est pas nous qui avons choisi ce mode de scrutin.

Propos recueillis par Jérôme BOUVIER



Adresse du groupe socialiste au président de la République

LE groupe socialiste, *« élu sur la base des options défendues par François Mitterrand au cours de la campagne présidentielle, jouera un rôle fondamental dans les transformations politiques, économiques et sociales attendues par la majorité des Françaises et des Français »*, a déclaré mardi ce groupe dans une lettre adressée au président de la République.

« La relance de l'économie, la lutte contre le chômage et contre l'inflation, les grandes réformes de structures, la réduction des inégalités sociales, (...) tâches auxquelles se consacre avec ardeur le gouvernement de Pierre Mauroy, constituent les objectifs historiques que nous nous sommes fixés et que nous avons la volonté d'atteindre », indique ce texte rendu public mardi soir.

« Le succès de la stratégie de l'union de la gauche dont le Parti socialiste a été l'un des principaux artisans donne aujourd'hui la parole et des possibilités d'action immenses aux forces de travail de notre pays », ajoute-t-il.

PORTRAIT

La vie d'un militant

LE président du groupe socialiste au Palais Bourbon est né le 28 novembre 1934 à Paris. Il est le fils de Louis Joxe, ancien ministre du général de Gaulle, ambassadeur de France.

Il vient d'être réélu député de la cinquième circonscription de Saône-et-Loire (Chalon-Louhans). Il occupe ce siège depuis le 11 mars 1973.

Licencié en droit, Pierre Joxe est élève de l'ENA de 1960 à 1962. Auditeur (1962), puis conseiller référendaire à la Cour des Comptes (1968), il fut, en 1963, rapporteur de la Commission nationale d'aménagement du territoire et du Comité des entreprises publiques en 1966.

De 1967 à 1970, il est chargé de mission auprès du ministère des Affaires étrangères, puis réintégré à la Cour des Comptes en 1970. Il a appartenu, dès les origines, à la Convention des institutions républicaines dont il était le secrétaire général adjoint en 1970. Lors des législatives de 1968 il avait été candidat dans la première circonscription de Paris, sous l'étiquette FGDS.

Il entre au comité directeur du PS en 1971, occupe pendant deux ans le poste de secrétaire national chargé de la formation puis, en 1975, devient délégué national du PS pour les problèmes agricoles.

En 1977, il participe au groupe de travail chargé de l'actualisation du programme commun de la gauche Il devient vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée, membre de la commission des Affaires étrangères.

Adjoint au maire de Chalon depuis 1977, Pierre Joxe entre la même année au Parlement européen. Il est également président du Conseil régional de Bourgogne.

Nommé ministre de l'Industrie dans le premier gouvernement Mauroy, il quitte ses activités de trésorier du PS. Il est déchargé de cette fonction ministérielle, à sa demande, lors de la formation du second gouvernement Mauroy.

En 1973, Pierre Joxe a publié *Parti socialiste* et *Atlas du socialisme*.

Tribune

Le Parti socialiste devant l'exercice du pouvoir



par Paul QUILES °

QUEL bouleversement du paysage socialiste en l'espace de quelques semaines ! François Mitterrand, l'inspirateur et l'animateur du Parti socialiste depuis dix ans est désormais à l'Elysée ; le PS vient de battre tous ses records d'influence électorale, obtenant même la majorité absolue à l'Assemblée nationale ; de nombreux secrétaires nationaux et membres du bureau exécutif ont été appelés à des responsabilités gouvernementales ou parlementaires. Tous ces nouveaux aspects et quelques autres mériteraient de longues réflexions. Ils feront l'objet de contributions et de motions dans les semaines à venir, en vue du prochain congrès qui se tiendra à Villeurbanne fin octobre. Je voudrais ici plus particulièrement reprendre un débat que j'avais amorçé, peut-être prématurément, il y a un mois, lors de la dernière convention nationale, sur les types de rapports à instaurer entre le parti, le pouvoir, le Parlement et bientôt les assemblées régionales.

1. Mesurer le changement

Après dix ans de bataille politique exclusivement tendue vers la conquête de ce pouvoir, il convient maintenant d'appréhender, pour mieux les résoudre, les difficultés de l'exercice du pouvoir. Il est certain qu'après les quatre victoires électorales obtenues depuis le 26 avril, le parti socialiste, sans changer de nature, est devenu un autre Parti, appelé à remplir et à définir de nouvelles fonctions. Pour réfléchir à cette mutation du PS qui, de « parti de gouvernement », doit se transformer en un « parti au gouvernement », essayons de mesurer la portée du changement, de chercher les références possibles et de proposer les voies et les ajustements nécessaires pour faire face à la nouvelle situation.

Ce changement tient objectivement au déplacement des lieux du pouvoir. Les médias qui, depuis plus de trois ans, n'avaient d'yeux que pour le PS et prenaient quotidiennement le pouls du « 7 *bis* » et de la « rue de Solférino », braquent tout naturellement les feux aujourd'hui sur l'Elysée, Matignon, le Conseil des ministres, le Parlement. Le fait que, désormais, 88 fédérations comptent au moins un député socialiste et la venue de dizaines de milliers de nouveaux adhérents qui ignorent tout du fonctionnement complexe du PS rendent pour le moins nécessaire la redéfinition, dans le sens d'un renforcement, du rôle des responsables fédéraux, principaux représentants des militants et donc du parti. Autre dimension de la nouvelle réalité : le militant socialiste appartient désormais à la fois à un syndicat et à un parti au pouvoir. Si ces deux rôles pouvaient se concilier — avec certaines difficultés, notamment en raison du pluralisme syndical — lorsque le PS était dans l'opposition, la tâche apparaît à l'évidence plus complexe aujourd'hui. Reste enfin une dimension aux confins de la psychologie et de la politique : les habitudes héritées de deux décennies d'opposition.

Comment répondre à ces nouvelles réalités ?

2. Chercher les références possibles

La première difficulté tient, bien sûr, à l'absence de références historiques conséquentes ou de comparaisons étrangères rigoureuses. Ni la période du Front populaire — dont on pourrait sur d'autres plans tirer de riches enseignements —, ni les expériences des trois Républiques successives ne nous permettent de définir les rôles respectifs des nouveaux lieux de pouvoir. Le PS d'aujourd'hui est très différent du Parti socialiste d'hier, ainsi que le style des hommes qui détiennent les responsabilités suprêmes. Que dire encore de la mutation des institutions entre la IIIe et la Ve République ? D'autre part, la situation politique et économique actuelle — majorité absolue des socialistes à l'Assemblée nationale, présence des communistes au gouvernement, crise économique profonde... — est trop singulière pour autoriser des rapprochements sérieux. La comparaison avec tel ou tel parti socialiste étranger qui exerce ou a exercé des responsabilités gouvernementales relèverait, elle aussi, d'une démarche aventureuse. Le PS, pour des raisons qui tiennent à l'idéologie, à son type d'organisation, à ses rapports avec les syndicats et aussi à la situation de la France, ne peut être confondu ni avec le SPD, ni avec le Parti travailliste anglais, ni avec le Parti socialiste belge, ni avec les partis sociaux-démocrates de l'Europe du Nord. Enfin, ce n'est pas dans le modèle soviétique ni même dans celui de certains pays de l'Est, où règne la confusion organique entre l'Etat et le Parti communiste — thème sur lequel voudrait nous entraîner la droite —, que nous cherchons notre inspiration. L'analyse de cet anti-modèle serait d'ailleurs fort utile, ainsi que le souligne le projet socialiste, pour éviter les déviations théoriques et pratiques tant sur le plan économique que sur le plan politique.

3. Trouver de nouvelles voies

Pour faire face à cette nouvelle donne interne et externe au Parti socialiste, on peut puiser dans la théorie et répondre avec un pragmatisme guidé par quelques principes.

Les textes de références, notamment les 15 thèses sur l'autogestion votées en 1975, fixent assez bien, me semble-t-il, le cadre général de l'action. Le parti demeure « le lieu fondamental, dans la phase de transition au socialisme, de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire », et plus loin... « les organisations politiques resteront le lieu privilégié de l'élaboration des stratégies et des choix politiques soumis au débat démocratique » (15e thèse). Sur ce point, les choses sont claires : pas plus que le PS n'a souhaité voir son identité et son rôle dilués dans une nébuleuse comprenant des syndicats et des associations — c'était l'une des divergences avec les minoritaires au congrès de Metz — pas plus aujourd'hui il ne peut voir son autonomie, sa souveraineté, bref son indépendance remise en cause par l'existence de liens trop mécaniques avec le pouvoir d'Etat.

A contrario, le Parti socialiste ne saurait, dans son instance souveraine — le congrès — ou lors des sessions du comité directeur, définir de façon impérative le programme du gouvernement, ainsi que le pratique le Parti travailliste en Grande-Bretagne. Il ne peut être en fait sur ce plan qu'une force de proposition et d'impulsion, ce qui implique la revalorisation, notamment, de ses commissions d'études. Sauf à devenir un parti godillot comme l'UNR et l'UDR de naguère sous le général de Gaulle et Georges Pompidou, ou un club comme l'UDF sous Valéry Giscard d'Estaing, le PS devra utiliser toutes ses vertus critiques — il n'en manque pas — pour peser sans surenchère sur les décisions ultimes. C'est dans un mouvement à la fois ascendant et descendant en direction du peuple et du pouvoir central que le PS doit rechercher et ajuster ses nouvelles fonctions.

S'il sait à la fois garantir son indépendance et manifester sa solidarité à l'égard du pouvoir, le PS pourra réaliser, grâce à son insertion dans le mouvement social, ce qu'aucun autre parti représenté au gouvernement n'a jamais pu entreprendre dans le passé. Ce serait alors non seulement une mutation du Parti socialiste mais, plus globalement, un enrichissement de la démocratie dans notre pays.

° **Secrétaire national du PS député de Paris.**

BREF

• **André Bettancourt,** sénateur (UDF-PR), a présenté mardi sa démission de la présidence du conseil régional de Haute-Normandie qu'il assumait depuis 1975, à la suite du dépôt d'une motion présentée par les conseillers régionaux de gauche demandant le renouvellement total du bureau de cette assemblée.

• **Le directeur de *l'Humanité,*** Roland Leroy, affirme, dans une déclaration publiée mardi soir, que l'organe de presse du Parti communiste représente « *activement et loyalement le journal de la majorité* ».

Les secrétaires nationaux adjoints



BERTRAND DELANOE

Secrétaire national adjoint chargé du secteur presse

Agé de trente et un an, né à Tunis, rapatrié à Rodez, il devient en 1973 premier secrétaire de la fédération du Parti socialiste de l'Aveyron. Il s'installe l'année suivante à Paris et devient un des plus proches collaborateurs de Lionel Jospin. A l'issue du congrès de Metz, Bertrand Delanoë est nommé premier secrétaire adjoint de la fédération de Paris. Chargé auprès du nouveau secrétaire du PS des tâches de coordination, il est devenu au mois de juin porte-parole du PS. Bertrand Delanoë représente le dix-huitième arrondissement au conseil de Paris depuis 1977. Il vient d'être élu dans la vingt-sixième circonscription de Paris.



ANNE TREGOUËT

Secrétaire nationale adjointe aux entreprises

Née en 1945. Licenciée en sciences économiques et en droit, elle est membre du Parti socialiste depuis 1971. Membre de la 15e section et de la commission exécutive de la fédération de Paris, elle est membre titulaire du bureau exécutif et du comité directeur.

JEAN BESSE

Secrétaire national adjoint aux entreprises

Trente-huit ans, proche collaborateur de Jean-Pierre Chevènement, il a travaillé sous son autorité au secrétariat national aux études. Candidat aux élections législatives dans la troisième circonscription du Calvados, il a échoué au second tour face à Michel d'Ornano, député sortant.



ALAIN BUSNEL

Secrétaire national adjoint au secteur public

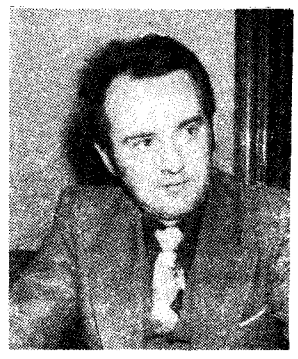
Né en 1945. Ingénieur, syndicaliste, il adhère au Parti socialiste en 1972. Secrétaire de la section d'entreprise Renault-Billancourt, il est membre de la commission nationale entreprise et du bureau du GSE national métallurgie. Il est également membre du comité directeur et du bureau exécutif.



GUY BECHE

Secrétaire national adjoint à la jeunesse

Trente-cinq ans, conseiller municipal de Montbéliard depuis 1971, maire adjoint en 1974, il devient assistant parlementaire du groupe socialiste de l'Assemblée nationale en 1976, avant d'être élu, en 1978, député de la deuxième circonscription du Doubs. Conseiller général de Montbéliard, vice-président du conseil régional de Franche-Comté depuis 1978, vice-président de l'Assemblée nationale en 1979, il est membre du bureau fédéral et du comité directeur. Il est secrétaire national adjoint chargé de la jeunesse depuis 1979.



Taux d'intérêt: petits pas vers la détente

DETENTE sur les taux d'intérêt en France. quatre banques (BNP, Société générale, Crédit lyonnais et Crédit du Nord) ont en effet décidé d'abaisser leur taux de base de 17 à 15,90 % à compter du 1er juillet.

Cette mesure, qui intéresse à la fois les particuliers et les entreprises, entervient moins de 36 heures après la baisse du loyer de l'argent sur le marché monétaire (qui est pasé lundi de 20 % à 19 %) et la diminution du taux de réserves obligatoires des banques.

Ce sont d'ailleurs ces deux facteurs qui ont motivé la décision des banques : d'une part, elles paieront moins cher l'argent qu'elles obtiennent sur le marché monétaire sur lequel elles se refinancent ; d'autre part, elles seront contraintes de « geler » des sommes moins importantes auprès de la Banque de France. Les sommes ainsi dégagées, environ 20 milliards de francs, pourront être reprêtées et rémunérées.

Concrètement, la baisse du taux de base bancaire se traduira pour la clientèle des banques par un allégement du coût des crédits.

La marge de manœuvre est cependant étroite. Devant la hausse vertigineuse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, la France avait été contrainte d'augmenter constamment ses taux afin de retenir les capitaux étrangers et ne pas compromettre la bonne tenue du franc. Mais cette politique n'était pas sans conséquences sur l'activité économique nationale : un crédit trop cher nuit aux investissements et remet en cause la relance de la consommation amorcée par le gouvernement. Dans les milieux bancaires, la prudence est donc de rigueur. L'amorce, décidé mardi, de la baisse des taux de base bancaire se fera « à petits pas ».

La fin du Conseil européen

Des différences d'appréciation plus que des désaccords

LE communiqué, publié mardi 30 juin à l'issue du Conseil européen qui réunissait depuis lundi après-midi les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE, reflète bien le compromis qui a dû être élaboré à propos de la politique économique et sociale entre le président Mitterrand, soutenu par le premier ministre belge, Mark Eyskens, d'une part, et par Margaret Thatcher et Helmut Schmidt, d'autre part. Le communiqué reconnaît qu'« *il convient d'accorder la plus haute priorité à une action coordonnée destinée à combattre l'inflation et le chômage* ».

Divergences d'appréciation

En fait, les divergences d'appréciation ont été bien marquées. Le président français a exposé des positions de relance interne de la croissance économique par l'emploi, puisqu'il considère le chômage comme « *la priorité des priorités* ». Le premier ministre britannique, au contraire, et, dans une moindre mesure, le chancelier allemand mettent davantage l'accent sur la lutte contre l'inflation et l'assainissement économique comme condition de la relance.

Autres divergences : François Mitterrand est favorable à la fois à la semaine de 35 heures et à la relance globale par la demande. Margaret Thatcher, quant à elle, ne veut pas entendre parler de réduction de la durée du travail, ni d'aides publiques massives aux industries en difficulté. Il en est de même, avec des nuances, pour Helmut Schmidt.

Sur les hauts taux d'intérêt américains, les Dix sont également divisés sur la nécessité d'une intervention auprès de Washington, mais tous ont dû constater que l'Europe était démunie face à la volonté des Etats-Unis de poursuivre leur politique monétaire.

De même, des différences sont apparues à propos de l'aide au développement du tiers monde, sur laquelle François Mitterrand a insisté, mais qui, selon le chancelier allemand, ne sert ni le tiers monde ni l'Europe.

Enfin, sur le protectionnisme, les Allemands et les Britanniques ont réaffirmé leur philosophie du respect intégral du principe du libre échange, face aux réserves des autres participants.

Alors, faut-il parler de la fin de l'entente Paris-Bonn, fondée sur les relations étroites entre Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing ? Les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix ont toujours protesté contre l'affirmation de l'existence d'« *axes bilatéraux* ».

Il n'en reste pas moins vrai que Londres et Bonn apparaissent comme les champions du libre échange et de la politique monétariste, tandis que Paris, Bruxelles et Rome se présentent comme plus « *humanistes* » insistant, sur la primauté de la politique sociale et de la solidarité avec le tiers monde, tout en restant lucides face aux réalités économiques.

De toute façon, François Mitterrand aura l'occasion de soutenir à nouveau ses thèses devant Margaret Thatcher, à trois reprises : au mariage du prince Charles à Londres ; au sommet des sept pays industrialisés à Ottawa, les 20 et 21 juillet, et au Conseil européen de Londres, en novembre.

Il est toutefois regrettable qu'une position européenne sur les taux d'intérêt américain, n'ait pu être esquissée avant le sommet d'Ottawa. Depuis Churchill, la Grande-Bretagne continue de « *regarder vers le grand large* ». Se tournera-t-elle un jour résolument vers le vieux continent ?

Guy de FARAMOND

L'imbroglio Boussac

Trois nouveaux dépôts de bilan

LE tribunal de commerce de Lille a enregistré, mardi 30 juin, le dépôt de bilan de trois filiales de la société Boussac-Saint-Frères (BSF), société qu'il a déjà placée en règlement judiciaire avec ses « établissements secondaires ».

Les trois sociétés concernées (les Transports Dillies à Wambrechies dans le Nord, les Confections du Vermandois à Beauvais dans l'Oise, et la Ouatose une entreprise d'articles d'hygiène à Domène dans l'Isère) possèdent, à la différence des « établissements secondaires » de la société mère, une autonomie juridique. Il a donc fallu que leurs directions justifient — en déposant leur bilan — des liens qui les unissaient à BSF.

Le jugement du tribunal de Lille qui a prononcé, mardi, la « *confusion de patrimoines* » entre les Transports Dillies et BSF, illustre l'imbroglio que les juges ont à démêler dans l'examen du réseau des filiales de BSF. Le juge commissaire du tribunal n'en dénombrait pas moins de 67, mardi soir, sur une liste qui, a-t-il précisé, ne prétend pas être encore complète. Boussac-Saint-Frères, c'est en effet 18 sociétés foncières, 11 sociétés industrielles et commerciales, 11 sociétés diverses comme Dior et 27 sociétés à l'étranger. Cela va de la Belgique à l'Inde en passant par les Etats-Unis, Monaco, la Haute-Volta, la Côte-d'Ivoire ou le Cameroun.

Le CNJA met en garde Edith Cresson

« *IL faut se méfier de la magie des mots et ne pas bercer d'illusions les agriculteurs* », a déclaré, mardi à Paris, Michel Fau, président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs). Cette déclaration, en forme de mise en garde, a porté notamment sur l'Europe et le « *dossier épineux du mouton* » (« *Si Edith Cresson échoue à Bruxelles, nous serons très inquiets pour l'avenir* »), ainsi que sur les possibles aménagements de la loi d'orientation agricole et de son volet foncier. Sur ce dernier point, Michel Fau a réclamé une « *définition claire et nette de ce que seront les offices fonciers* ».

Revenant ensuite sur l'Europe (« *une mission impossible ?* ») le président du CNJA s'est interrogé : « *Les Britanniques persistent et signent. Il faudra bien qu'ils nous disent un jour ce qu'ils viennent chercher dans le marché commun.* »

Logabax: une solution plus française que prévu

L'ACCORD, intervenu mardi entre, d'une part le groupe Saint-Gobain et, d'autre part, la firme franco-italienne Olivetti et la compagnie des machines Bull et Logabax, ne prévoyant pas de conserver la totalité des effectifs, une grève reconductible tous les jours, avec occupation des locaux, a été aussitôt déclenchée dans les différents établissements du numéro un français de la mini-informatique (Issy-les-Moulineaux, Evry, Marseille et Toulouse). Le personnel d'Arcueil devait se prononcer mercredi, et il se pourrait que certaines agences du réseau commercial soient également touchées par la grève.

Le plan présenté par la commission économique du comité d'entreprise de Logabax ayant été définitivement écarté par le ministère de l'Economie et des Finances, qui a estimé qu'il revenait trop cher, c'est donc la solution de reprise par Olivetti, Saint-Gobain et les Machines Bull qui a été retenue, sous l'égide du CIASI (Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles), des Finances et de l'Industrie.

Cette solution comprend le maintien dans leur emploi de 1 054 personnes de Logabax en France (ce qui implique environ 450 licenciements), une prise de participation de la part d'Olivetti de 65 % d'une société nouvelle Logabax, les 35 % restant étant détenus par la compagnie des Machines Bull. Ce qui permet à Saint-Gobain qui détient 30 % d'Olivetti depuis 1980 et 53 % des Machines Bull, le contrôle consolidé de Logabax, comme le souligne le communiqué publié mardi.

Aux termes de l'accord, les nouveaux actionnaires apportent 50 millions de francs, et les pouvoirs publics 20 millions, dont la moitié sous forme de prêts participatifs.

Recrutement de 4500 agents aux PTT

QUATRE mille cinq cents agents des PTT vont être recrutés prochainement dans le cadre des mesures prises par le gouvernement pour la création d'emplois publics. Deux concours externes nationaux vont être ouverts pour recruter 3 000 agents d'exploitation et 1 500 contrôleurs du service général. Le premier de ces concours se déroulera le 28 juillet (clôture des inscriptions le 9 juillet), le second les 29 et 30 juillet (clôture des inscriptions le 10 juillet).

Conflit ouvert entre Saint-Gobain et CII-Honeywell-Bull

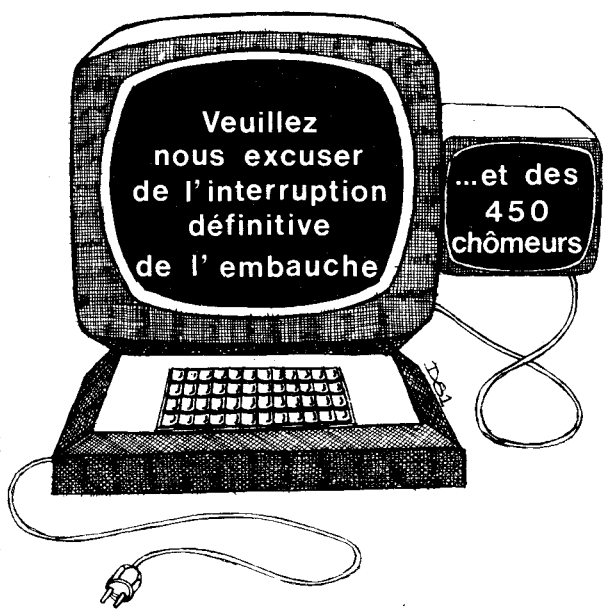
UN conflit vient d'éclater ouvertement entre Roger Fauroux, PDG de Saint-Gobain, et Jean-Pierre Brulé, PDG de CII-Honeywell-Bull. Saint-Gobain étant l'actionnaire principal de CII-HB, ce conflit pourrait aboutir au départ de Jean-Pierre Brulé.

A l'origine de ce conflit, une « *différence de stratégie sur le fond qui existait depuis longtemps* » entre les deux dirigeants.

Roger Fauroux aurait demandé à Jean-Pierre Brulé de démissionner. Mais, dans un communiqué, CII-HB précise que Jean-Pierre Brulé n'est « *pas démissionnaire* ».

Saint-Gobain contrôle CII-HB, premier constructuer français d'ordinateurs, par l'intermédiaire des machines Bull, holding financière détenue à 51 % par Saint-Gobain et contrôlant directement 53 % de CII-HB.

Dans les milieux spécialisés, on estime que les problèmes concernant le développement dans la bureautique, et notamment la coopération avec Olivetti, sont au centre du conflit.



BREF

• **L'ensemble des salariés** de France Industrie de Castanet-Tolosan, près de Toulouse, entreprise spécialisée dans les articles funéraires, occupent depuis mardi 30 juin les locaux de leur entreprise pour protester contre le licenciement de quatre d'entre eux.

• **Le tribunal de Strasbourg** a prononcé la liquidation des biens de l'entreprise Crepo de Benfeld, au sud de Strasbourg, entraînant le licenciement, à partir du 15 août, de 42 salariés.

Chômage : qui paiera la note ?

L'Unedic passera l'été mais rien n'est réglé pour autant. Les instances de l'Unedic, qui devaient se réunir mercredi 1er juillet, prendront acte des assurances qui leur ont été données hier par Jean Auroux, le ministre du Travail. L'Etat interviendra si besoin est pour que la caisse qui verse les allocations chômage puisse honorer ses engagements. D'ici au 1er septembre, le ministre consultera les gestionnaires de l'Unedic, et en septembre proposera des solutions. Pour finir l'année dans un premier temps et pour passer l'année suivante, c'est-à-dire pour la durée du plan intérimaire. Une tâche difficile quand on sait que le déficit de l'Unedic pour 1981 (d'environ 5 milliards), se creusera très certainement l'année suivante, compte tenu des charges

TOUS les partenaires sont d'accord pour se tourner aujourd'hui vers l'Etat, donc vers les contribuables, mais sans pour autant entamer leur autonomie dans la gestion de l'Unedic.

L'Unedic ne saurait en effet dégager toute seule les ressources qui lui font défaut, même en élargissant à toute la population salariée la participation au régime (mais c'est, de toute façon, à ces salariés aujourd'hui hors Unedic de décider de leur participation), même en relevant le taux des cotisations (il faudrait placer la barre trop haut).

L'Unedic ne pourrait se tirer l'affaire qu'en transférant à d'autres certaines charges, comme les allocations de préretraite.

De toute façon, il faudra trouver quelque part de l'argent frais.

L'Unedic se trouve donc une fois de plus en difficulté. Mais, cette fois, le trou est d'importance. L'Unedic l'estime aujourd'hui entre 4,5 et 5,5 milliards pour 1981, ce qui correspond à une croissance d'environ 35 % sur un an du nombre des allocations versées ! Rappelons pour mémoire qu'en novembre dernier l'hypothèse la plus pessimiste envisagée par l'Unedic dans sa gestion prévisionnelle, tablait sur une croissance de 20 % au grand maximum !

S'il ne lui manquera au pire que quelques centaines de millions de francs pour boucler les mois d'août et de septembre, l'opération chirurgicale ne saurait intervenir après le 1er octobre. Pour l'été, pas de problème : l'Unedic se tournera vers ses banquiers, dont le Crédit lyonnais. Et, pour assurer la jointure, le Trésor pourrait consentir des avances ou la Caisse des dépôts accorder des prêts.

Mais les partenaires sociaux laissent à l'Etat le bistouri. A l'origine du système, en 1958, l'Etat ne participait-il pas, rappellent-ils, unanimes, à égalité avec le patronat et les syndicats aux charges de l'indemnisation du chômage ? Or, cette partde l'Etat, même si elle croît légèrement, s'est établie autour de 28 % pour 1980. Que l'on transfère des charges de l'Unedic à d'autres budgets, comme celui de la Sécurité sociale pour les préretraites, ou que l'Etat accroisse plus directement sa participation, demandent-ils. Car, que l'on étende le champ des cotisants à l'Unedic ou que l'on relève le taux des cotisations sociales, aucune de ces mesures ne saurait être raisonnable et suffire à elle seule à financer le coût croissant de la protection sociale.

On pourrait alors s'orienter en octobre vers un panachage.

Catherine MAUSSION

La pédale douce sur les cotisations sociales

UN point de cotisations sociales en plus, c'est 8,2 milliards de rentrées pour l'Unedic. Encore une façon de boucher le trou de l'Unedic, se diront certains. Le taux actuel est de 3,6 points. 2,76 payés par l'entreprise et 0,84 par le salarié. Seulement, les patrons ne sont pas du tout d'accord. Et François Mitterrand, durant sa campagne, n'a-t-il pas promis de ne pas charger les entreprises ?

D'autres, comme Antoine Faesch, pour FO, font remarquer que c'est dès janvier dernier qu'il aurait fallu agir, en portant la cotisation à 4,25. Parce que, en octobre prochain, si l'on décide de boucler l'année en ne jouant que sur les seules cotisations, c'est environ de deux points qu'il faudra relever le taux. Ce qui est totalement utopique, dans le contexte actuel.

« *On pourrait quand même faire un geste,* estime-t-il en aparté, *passer le taux à 4 points en octobre, ce qui porte la cotisation salariale à 1 %, histoire de prouver notre volonté d'assurer nos responsabilités face à l'Etat et par là notre attachement au système paritaire.* » Ce n'est pas tout à fait l'avis de la CFDT : « *Il ne faudrait pas qu'un accroissement des charges nuise à l'emploi.* » Ni de la CGT : « *Pour les salariés, la coupe est pleine.* »

Quant à la CFE-CGC, elle n'est pas hostile à un ajustement des cotisations, mais une fois seulement qu'on aura assaini les finances de l'organisme.

Des économies pour l'Unedic

L'UNEDIC dépense plus qu'elle ne gagne. Commençons par rogner sur les dépenses. C'est ce que se sont dit, entre autres, les partenaires sociaux en se penchant sur les « sorties ».

D'abord, la garantie de ressources. Cette disposition, qui garantit 70 % de leur salaire aux travailleurs de soixante ans, qu'ils soient démissionnaires ou licenciés par l'entreprise, est à la charge du régime.

Or, le coût de la mesure croît de façon exceptionnelle : 8 milliards en 1980, 12 milliards selon prévus pour 1981. Est-ce à l'Unedic de payer les retraites ? Patronat et syndicats aimeraient bien économiser sur ce chapitre : que l'on transfère à la Sécurité sociale, pour commencer, la charge des pensions pour les démissionnaires... La négociation sur l'abaissement de l'âge de la retraite ouvre là des horizons.

Autre poste à supprimer, les indemnités de formation. Ce n'est pas là non plus la vocation de l'Unedic. Economie : 1 milliard.

Enfin, les indemnités servies aux « primo-demandeurs d'emploi ». Selon la CFDT, de telles allocations devraient être versées par l'Etat, au titre de la solidarité.

Et pourquoi pas les fonctionnaires ?

S'il s'agit de faire jouer la solidarité nationale, elle pourrait s'exercer aussi par le biais de la réforme fiscale

L'idée a fait tilt un jour, dans l'opinion publique : et si l'on faisait cotiser les fonctionnaires ?

Une idée lumineuse proférée au nom de la solidarité nationale, et la panacée pour guérir à tout jamais la trésorerie de l'Unedic.

Mais tout s'obscurcit lorsqu'on s'arrête un peu sur le beau principe et que on en chiffre le bénéfice.

Pour le patronat, aucune hésitation. La mesure ressort de la morale économique. Pourquoi Air Inter et UTA versent-elles leur quote-part à l'Unedic et pas Air France ? Pourquoi le Crédit lyonnais et pas la Banque de France ? Renault et pas la SNCF ? Bref, pourquoi pas les entreprises du secteur public industriel et commercial ? Elles ont actuellement la possibilité d'adhérer au système de l'assurance-chômage. On pourrait les y obliger, les employeurs comme les salariés. Selon une estimation du ministère du Travail, la mesure rapporterait — cotisations moins versement des allocations chômage — quelque 1,7 milliard de francs. Dans un deuxième temps, le secteur public proprement dit (administrations centrales, collectivités locales) pourrait aussi cotiser pour ses non-titulaires, qui courent le risque du chômage, et, dans la foulée, on pourrait imposer les titulaires. Rendement net : autour de 5 milliards. Au total, 6,7 milliards en année pleine. Mais 4,8 milliards selon une autre source. Quand on sait que le trou prévisionnel de l'Unedic tourne autour de 5 milliards pour 1981, on peut trouver la marge étroite.

La mesure illustre-t-elle pour autant le passage dans les actes de la solidarité nationale ? Pour la CFDT, il existe une autre façon de faire jouer à plein la solidarité nationale, c'est la réforme de la fiscalité. Elle dégagera les ressources nécessaires pour que l'Etat accroisse sa part dans l'indemnisation du chômage. On peut quand même discuter d'une cotisation pour les fonctionnaires, mais doit-on accepter une contribution sans droits ? L'idée fait pourtant du chemin. A la CGC, par exemple, qui en discute avec sa fédération de fonctionnaires. « *On aimerait bien prendre un début de position samedi, en comité confédéral* », nous a confié Jean Menin. FO n'est pas hostile non plus, mais les intéressés ont leur mot à dire, estime la centrale.

Les fonctionnaires n'ont-ils pas fait les frais de leur sécurité d'emploi, en mai dernier notamment, lorsque leurs traitements n'ont été révalués que du taux de l'inflation ? **C. M.**

Ceyrac chez Mauroy : vers une transaction ?



A l'issue d'un entretien de plus d'une heure à l'Hôtel Matignon entre Pierre Mauroy et François Ceyrac, le président du CNPF a indiqué qu'une transaction était nécessaire entre les positions patronales et syndicales sur la durée du travail.

BREF

BOURSE

La hausse se confirme

LA Bourse de Paris a largement confirmé mardi 30 juin les bonnes dispositions qu'elle affichait la veille en clôture. Les valeurs françaises ont progressé de 0,8 % en moyenne dans un marché assez animé.

Au cours de cette séance, de nombreuses sociétés ont détaché les coupons qu'elles versent à leurs actionnaires. Selon les professionnels, une partie des montants de ces coupons ont été ou vont être réemployés sur le marché des valeurs ; ce qui expliquerait le raffermissement des cours observé ces deux derniers jours à la corbeille.

Par ailleurs, les milieux boursiers ont anticipé une réduction des taux d'intérêt, qui devrait s'effectuer par des mesures techniques. Parmi ces mesures figureraient en effet, selon les observateurs, la réduction prochaine (environ 50 %) du taux des réserves obligatoires des banques auprès de la Banque de France.

Le dollar s'est raffermi. Il cotait 5,717 francs mardi contre 5,697 francs la veille. Le franc est de son côté resté bien orienté. Quant au mouvement de baisse sur le marché de l'or, il a fait perdre 2,5 % au napoléon, qui a coté 842 francs.

• **Un ancien PDG** d'une entreprise horlogère de Savoie, Philippe Bouchet, a été écroué à la maison d'arrêt de Bonneville (Haute-Savoie) pour faux en écritures, escroqueries et abus de biens sociaux. Il sera également poursuivi pour banqueroute frauduleuse. En 1979, il avait dû licencier cinquante-deux salariés puis déposer son bilan en janvier 1980.

• **La CGT** a dénoncé, au cours d'une conférence de presse tenue le 29 juin, la répression syndicale exercée par la direction de l'IFOP, qui vient d'annoncer le licenciement de vingt-deux salariés. La CGT conteste cette mesure soulignant que seize des salariés concernés avaient participé à la grève qui affecta l'institut de sondage fin 1980.

• **Les syndicats** CGT, CFDT et CFE-CGC de la société Claude (lampes et appareils d'éclairage, mille quatre cents salariés), filiale du groupe américain GTE-Sylvania, protestent dans un communiqué contre une décision de la direction européenne de la société de « *bloquer les salaires* » de certains personnels d'encadrement en France et de procéder à des licenciements dans les services commerciaux.

• **Les syndicats FO** de la région parisienne s'élèvent contre la décision du Conseil supérieur du notariat de maintenir les salaires minimaux conventionnels dans la profession au niveau de juillet 1980. Cette mesure équivaut à une perte de pouvoir d'achat de près de 6,5 % pour les employés concernés alors que les tarifs des notaires ont été majoré de 7 à 8 % en moyenne.

• **La direction** du Verre Textile de Chambéry (Savoie) a l'intention de licencier deux cent quatre-vingt-quatorze des mille quatre cents salariés qu'elle emploie. Le syndicat CGT de l'entreprise qui dépend du groupe nationalisable Saint-Gobain Pont-à-Mousson, dénonce ces « *manœuvres* » de la direction et demande le blocage de toute décision sur ces licenciements.

• **La société Mischler** de Besançon (650 salariés), une des plus importantes fabriques françaises de volets et fermetures métalliques, mise en liquidation de biens la semaine dernière, pourrait bien être rachetée par la Compagnie française de développement des entreprises (CFDE) de Paris. Celle-ci fera connaître son plan concernant les structures et le personnel à la fin de juillet.

L'Europe propose une conférence sur l'Afghanistan

LES dix chefs d'Etat et de gouvernement européens réunis mardi à Luxembourg ont proposé la tenue d'une conférence internationale sur l'Afghanistan à l'automne.

Une première étape réunirait les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine, URSS) plus le Pakistan, l'Inde et l'Iran, le secrétaire général de l'ONU et le secrétaire général de la Conférence islamique. Elle aurait pour but d'aboutir à la cessation de l'ingérence. Une deuxième étape, à laquelle participeraient en plus les représentants du peuple afghan, devrait déboucher sur l'indépendance et le non-alignement de l'Afghanistan.

Lord Carrington, chef de la diplomatie britannique et président en exercice des Dix, partira lundi à Moscou présenter le projet aux dirigeants soviétiques. Le régime afghan de Babrak Karmal s'est déclaré hostile à cette proposition, qui, selon lui, tiendrait à « *internationaliser le conflit* ».

EN 24 HEURES

POLOGNE
L'armée accuse

Le journal de l'armée polonaise, *Zolnierz Wolnosci*, a accusé le syndicat Solidarité de « *mener bel et bien une campagne d'antisoviétisme* » et de « *créer un climat favorisant les profanations de monuments et cimetières soviétiques* ». Cependant, depuis deux semaines, aucune profanation n'a été signalée.

RFA
Nazis en liberté

Trois des huit condamnés du procès du camp de concentration de Maidanek seront laissés en liberté, a décidé mardi soir le tribunal de grande instance de Dusseldorf, dans ses attendus du jugement du dernier des grands procès des crimes nazis. Il s'agit d'anciens SS tête de mort, condamnés dans l'après-midi de mardi pour « participation » à l'assassinat de plusieurs personnes.

ETATS-UNIS
Manifestations contre le sexe

Des manifestations ont été organisées mardi dans 180 villes des Etats-Unis pour obtenir la ratification de l'amendement sur l'égalité des droits entre les deux sexes (Equal Rights Amendment - ERA). Le 30 juin revêt une signification spéciale pour les partisans de l'ERA. C'est dans un an, jour pour jour, qu'expirera le délai autorisé par le Congrès pour que les Etats de l'union ratifient un amendement proposé voici plus de cinquante ans. Trente-six Etats ont déjà approuvé l'inscription de l'ERA dans la Constitution américaine, et l'adhésion de trois autres est nécessaire pour qu'il puisse être appliqué.

MAROC
Les syndicalistes aux assises

Sept organisations marocaines ont signé un appel de solidarité avec la Confédération démocratique du travail ses dirigeants qui ont été arrêtés et les journaux frappés d'interdiction. Le sort de plusieurs responsables de la CDT reste inconnu alors que quatre-vingts militants sont actuellement en jugement.

GUATEMALA
Exil massif au Mexique

Près de trois mille personnes du nord du Guatemala se sont réfugiées le 21 juin au Mexique, pour fuir la répression exercée à leur égard par le groupe Armée secrète anticommuniste, a annoncé mardi à Mexico le Front démocratique contre la répression (FDCR).

AFGHANISTAN
Succès de la résistance

La garnison gouvernementale afghane de Barikot, forte d'environ trois cents hommes, au nord de la province du Khunar, le long de la frontière pakistanaise, a été isolée par la résistance musulmane depuis le 20 juin, selon un photographe indépendant français rentré au Pakistan. « *Les résistants du front du Nouristan ont pris le fortin de Narry après deux jours de siège*, a-t-il raconté. *La plupart des 60 soldats du poste se sont rendus tandis que les officiers et sous-officiers ont tenté de prendre la fuite et ont presque tous été abattus.* »

GRANDE-BRETAGNE
Mitterrand à Londres

François Mitterrand devrait se rendre à Londres en septembre, pour une rencontre avec Margaret Thatcher, chef du gouvernement britannique.

ISRAEL :

Les travaillistes devancent légèrement le Likoud

Begin pourrait cependant rester au pouvoir en s'alliant aux religieux

REMONTÉE confirmée des travaillistes en Israël, mais Begin conserve toutes ses chances de former le gouvernement. Tels sont les enseignements des élections législatives israéliennes qui ont eu lieu mardi.

Comme on le prévoyait, le résultat a été extrêmement serré. Au début du dépouillement, les projections donnaient 50 ou 51 sièges aux travaillistes contre 46 ou 47 au Likoud, pour un total de 120 sièges à pourvoir. Rappelons qu'en 1977 les travaillistes obtenaient 32 sièges et étaient écartés pour la première fois du pouvoir. Le Likoud, lui, obtenait 43 sièges. Cependant, mercredi matin, l'écart entre les deux grandes formations s'amenuisait et il n'était pas impossible qu'elles obtiennent toutes deux le même nombre de sièges.

Le vainqueur, dans ces conditions, sera celui qui parviendra à s'allier avec les petits partis, afin d'obtenir la majorité absolue. Apparemment, Begin paraît mieux placé. Il semble en effet pouvoir compter sur le Parti national religieux (6 sièges) et Agoudat Israël, le parti orthodoxe religieux (6 sièges). Toutefois, les nationaux religieux se sont alliés dans le passé aux travaillistes, lorsque ceux-ci étaient au pouvoir, et il n'est pas exclu qu'ils retournent à cette alliance.

Les communistes ont obtenu, comme à leur habitude, 4 ou 5 sièges mais Shimon Peres a d'avance récusé leur soutien.



Menahem Begin a encore bénéficié, aux élections, des accords israélo-égyptiens de Camp David, même si ceux-ci ont failli être mis en question par le raid de Tammouz. (Photo Alain Keler/Sygma)

Enfin, des petits partis ont obtenu quelques députés. C'est le cas du Tehiya, d'extrême droite (2 sièges), du Tami (2 sièges) ; du Telem, du général Dayan (1 siège) ; du Ratz (1 siège).

A l'annonce des résultats, Peres et Begin ont tous deux annoncé leur volonté de former le nouveau gouvernement. Peres a déclaré : « *Il y aura sans doute des difficultés pour la formation d'une nouvelle coalition, mais nous espérons les surmonter.* » Il a exclu aussi bien la possibilité d'un nouveau recours aux urnes qu'un gouvernement d'union nationale, que proposaient les nationaux religieux.

Pour sa part, Begin a annoncé que, dès mercredi après-midi, il commencerait à former le nouveau gouvernement, tout en déplorant que « certains milieux » en Israël aient tenté de faire croire que les incidents violents intervenus en fin de campagne électorale avaient mis en danger la démocratie.

En fait, le processus de formation du nouveau gouvernement sera long. Dès l'annonce officielle du résultat des élections, c'est-à-dire d'ici à une semaine, le président de la République, Y. Navon convoquera les délégations des partis et, sur la base de leurs recommandations, désignera le chef du parti ayant les meilleures chances de former une coalition. Pour le moment, Begin continue à assumer ses fonctions de premier ministre.

Brejnev «apprécie» socialistes et sociaux-démocrates

LEONID BREJNEV et Willy Brandt ont évoqué l'arrivée de la gauche au pouvoir en France lors de leurs entretiens à Moscou mardi. Autres sujets de conversation : la Pologne, l'Afghanistan, la conférence de Madrid sur la sécurité en Europe et la prochaine visite à Bonn, à la fin de l'automne, du dirigeant soviétique.

Leonid Brejnev a déclaré qu'il « *appréciait la participation des sociaux-démocrates et des socialistes de nombreux pays à la lutte contre la course aux armements, contre la menace de guerre nucléaire et pour la paix* ». Il a affirmé être « *prêt à s'asseoir dès demain à la table des négociations* » sur la question de la limitation des armements nucléaires.

De son côté, le chancelier Helmut Schmidt, dans une interview publiée par la *Frankfurter Rundschau*, se déclare convaincu que les négociations américo-soviétiques sur ce sujet débuteront cette année.

Le chef du gouvernement ouest-allemand juge aussi « *extrêmement intéressant* » que l'entrée des communistes au gouvernement français ait eu lieu sur la base de la double décision de l'OTAN (cncernant le stationnement de fusées Pershing en Europe occidentale simultanément à l'appel aux négociations de désarmement), et sur la base de la condamnation de l'invasion soviétique en Afghanistan.

REPUBLIQUE D'IRLANDE

Pouvoir fragile pour le nouveau gouvernement

GARRET FITZGERALD a été élu mardi premier ministre de la république d'Irlande (Eire), à une majorité parlementaire très étroite. La coalition qu'il a formée entre son parti, le Fine Gael (centre droit) et le Parti travailliste compte quatre-vingts députés contre soixante-dix-huit pour le parti Fianna Fail (centre). Charles Haughey, leader du Fianna Fail, retourne dans l'opposition. Le Parlement comprend, en outre, huit députés indépendants, parmi lesquels deux membres de l'IRA, prisonniers en Irlande du Nord, qui ne pourront pas siéger.

Cette faible avance de Garret Fitzgerald ne facilitera pas la tâche de ce partisan d'une politique économique rigoureuse. Le programme de gouvernement adopté par le Fine Gael et le Labour, (travailliste), deux partis plutôt éloignés dans leurs conceptions économiques et sociales, allie des mesures de redressement financier sévères à des promesses généreuses, notamment en matière d'emploi.

Le premier ministre sera entouré d'un gouvernement à majorité Fine Gael — les personnalités les plus conservatrices du parti en sont absentes — qui comprend quatre ministres travaillistes. « *La question la plus urgente*, a déclaré Garret Fitzgerald dès mardi soir, *est celle de la situation en Ulster du fait des grèves de la faim des prisonniers républicains.* »

A Belfast, le Sinn Fein provisoire, branche politique de l'IRA, estime que cette élection ne change absolument rien pour l'Irlande du Nord, « *dans la mesure où les partis politiques (de la république) ont montré leur volonté abjecte de suivre la Grande-Bretagne quoi qu'elle fasse. Ce sera la même chanson avec un chanteur différent* ».

DROITS

Yvette Roudy s'interroge sur l'état des femmes

YVETTE ROUDY, ministre des Droits de la femme, a annoncé mardi, devant un parterre de journalistes presque exclusivement féminin, la création d'une commission chargée de *« montrer et de démontrer de la façon la plus claire les discriminations dont les femmes sont l'objet dans tous les domaines de la vie économique, sociale, culturelle et politique. Cette commission devra faire le point sur les principaux obstacles à l'établissement de l'égalité des chances, de droit et de fait entre hommes et femmes. Elle devra aussi proposer les mesures à court et moyen termes susceptibles de promouvoir les droits des femmes et les moyens de les exercer. »*

Les travaux de cette commission seront une contribution au bilan de santé de la France et des Français qu'avait promis François Mitterrand.

Droit à l'emploi, à disposer de soi, à la dignité, à l'autonomie de ressources et à la solidarité nationale, tels sont les domaines sur lesquels vont devoir plancher neuf femmes.

Il s'agit de Madeleine Rebérioux, historienne, qui assurera la présidence de la commission, de Michèle André, sociologue, qui en sera le rapporteur général — il n'existe pas de féminin —, de Monique Antoine, avocate, de Benoîte Groult, écrivain, de Geneviève Bécane, sociologue, d'Edith Hakou, médecin, de Marcelle Devaud, présidente du comité de travail féminin, de Madeleine Guilbert, spécialiste des questions d'emploi, d'Elsa Rustin et de Gilbert Oheix, ancien délégué à l'emploi.

En attendant la publication des résultats, le ministère des Droits de la femme — et non du Droit de la femme, comme a tenu à le préciser Yvette Roudy — ne chôme pas.

Sur le métier, en particulier, on trouve quelques projets très concrets qui sont en bonne voie d'avancement. Ils se situent dans les priorités que s'est fixé le ministère : emploi, information et application loyale des textes en vigueur. Au moins 60 % des places dans les stages et contrats emploi-formation financés par l'Etat pour favoriser l'emploi des jeunes seront réservés aux femmes.

Une large campagne d'information sur la contraception sera mise en œuvre, vraisemblablement à la fin du mois de septembre.

Anne GARRIGUE

Quatre antinucléaires en procès

PROCÈS de la « violence terroriste » pour le substitut Mouton, procès du « tout-nucléaire » imposé par l'Etat giscardien pour les quatre inculpés, l'attentat anti-nucléaire jugé mardi par la Xe chambre correctionnelle de Paris est au centre de débats politico-juridiques complexes.

Dans la nuit du 26 au 27 juin 1980, veille du rassemblement international de La Hague, cinq attentats sont commis à quelques minutes d'intervalle contre des sociétés travaillant pour l'industrie nucléaire. Avertis par des « services spécialisés », des agents « en planque » repèrent une Renault 5 qui va les mener très rapidement à Jean-Jacques Smadja et Jean-Pierre Jacquet. Ceux-ci reconnaissent un des attentats.

Chez Jacquet, on découvre des produits pouvant servir à la fabrication d'explosifs, et on arrête deux autres jeunes gens, Eric Wauquier et Lahouari Benchelal. Ils sont accusés de participation à la préparation de l'attentat, sur la simple base de déclarations, confuses, de Wauquier. Ce dernier se rétracte en outre dès le deuxième jour de la garde à vue.

Bombe sans victimes, « bombe tract », dira Me Leclerc, défenseur de Smadja et Jacquet, il n'y avait sans doute pas de quoi requérir de cinq à huit ans d'emprisonnement.

Sur quelle volonté du législateur s'appuyer pour un tel jugement ? Sur la loi en vigueur au moment des faits, qui n'aurait pas permis l'inculpation d'« association de malfaiteurs » ? Sur la loi du 2 février 1981, plus connue sous le nom de code Peyrefitte, qui correctionnalise ces infraction. Ou encore sur la future loi d'amnistie ? Le substitut Mouton, en requérant si durement, voulait-il faire désavouer à l'avance ce projet de loi par les magistrats ? Verdict le 1er juillet.

Holocauste

Verdict clément pour nazis vieillis

LE verdict du plus long et du dernier grand procès des crimes nazis, celui de neuf gardiens du camp de concentration de Lublin-Maidanek (Pologne), a été accueilli mardi, à Dusseldorf, par des tumultes et des protestations.

« C'est un scandale et une injure aux victimes », a crié le public à la lecture du jugement. Un ancien détenu, portant sa tenue de déporté aux larges bandes bleues, éclatait en sanglots. *« Vous trembliez en lisant le jugement, vous aussi vous n'êtes pas satisfait du verdict »*, lançait, indigné, un témoin au président du tribunal. Seule la menace d'évacuer la salle a réduit les protestataires au silence.

Alors que le parquet avait réclamé cinq détentions à vie (la peine de mort n'existe pas en RFA), seule Hermine Ryan (soixante et un ans), surnommée « la jument » par ses victimes, y a été condamnée. Hildegard Laechert (soixante ans), baptisée « Brigitte la Sanglante » parce qu'elle fouettait les détenus jusqu'au sang, échappe à la perpétuité. Elle a été condamnée à douze ans de prison pour *« participation au meurtre de deux personnes »*.

De même, une peine de dix ans a été prononcée contre Hermann Hackmann, soixante-sept ans, l'ancien commandant du camp où plus de deux cent cinquante mille Polonais, Russes et juifs ont été massacrés de 1942 à 1944.

A moins que le Parquet ne demande la révision du procès, huit ans de détention attendent Emil Laurich cinquante-neuf ans, baptisé, lui, « l'Ange de la mort », pour *« participation à l'assassinat de cinq personnes »*. Les anciens *« SS tête de mort »* Villain, cinquante-neuf ans, Petrick, soixante-huit ans, Strippel, Ellwanger, soixante-trois ans tous les deux, passeront respectivement six ans, quatre ans, trois ans et demi et trois ans sous les verrous. En revanche, le gardien Groffmann a été relaxé faute de preuves.

Déjà, en avril 1979, quatre inculpés avaient été blanchis pour le même motif, autant de relaxes qui ont poussé nombre de déportés à accuser la justice allemande d'avoir transformé cet interminable procès (quatre cent soixante-quatorze audiences s'étirant sur cinq ans et sept mois) en une *« farce tragique »*.

Toutefois, pendant une interruption de séance, certains accusés se plaignaient de la *« lourdeur »* du verdict. *« J'ai perdu mon temps pendant plus de cinq ans »*, s'indignait l'ancien gardien Strippel.

« Ma femme a été contrainte de travailler dans un camp de concentration », se défendait avec colère le mari d'Hermine Ryan.

Les nazis fringants d'autrefois sont devenus de paisibles retraités qui marchent péniblement avec des béquilles ou des cannes. Les *« SS tête de mort »* qui paradaient à Maidanek se cachent le visage derrière des journaux pour échapper aux photographes.

Les attendus du jugement veulent démontrer que la plupart d'entre eux sont entrés dans les SS plus pour échapper à leur modeste condition que par conviction politique. En outre, le tribunal a mis en doute certains témoignages. Trente-cinq ans après l'holocauste, les trois cent vingt-quatre survivants qui ont défilé devant la barre ont pu attribuer aux accusés des brutalités commises par d'autres gardiens, ont estimé les juges. Ces deux raisons expliquent — si elles ne la justifient pas — la clémence dont ils ont fait preuve envers certains

Quinze ans d'Aubagne

Il sortait de quinze ans de Légion et il criait fort sur les quais sa liberté retrouvée, devant les clients attablés à la terrasse des cafés, face à la mer.

Il criait criait « quinze ans d'Aubagne » *et l'on comprenait* « quinze ans de bagne ». *Il voulait serrer la main de tout le monde et les gens, croyant sans doute à un fou dangereux, craignant une étrange et violente réaction, ne refusaient pas de le saluer.*

Etonné de sa liberté, ivre aussi de quelques verres de vin, il manifestait joyeusement, bruyamment, sa toute nouvelle solitude, dans la gueule d'une vie civile de laquelle il ne devait avoir eu que de maigres échos et des images doucement entrevues. Seul sur son quai, parmi les promeneurs qui tous lui tendaient la main, qui tous affichaient ce petit sourire gêné que l'on réserve d'habitude à ceux qui n'ont plus toute leur raison.

Jean-Marc GARDÈRE

PRESSE

Les insoumis sortent de l'ombre

COMME sortis d'un long périple de sept ans, les rédacteurs du quinzomadaire *Avis de recherche*, journal des insoumis, sont enfin apparus en pleine lumière, celle des médias, dans une conférence de presse qui s'est tenue mardi 30 juin à 11 heures, au 46 rue de Vaugirard.

Un journal qui sort tous les quinze jours, et ce de façon régulière malgré toutes les commissions rogatoires et interdictions juridiques multipliées à l'encontre de ce projet de presse, un journal soutenu par une imposante liste de personnalités du monde politique, journalistique et artistique, un journal qui tire et vend ses 5 000 exemplaires avec assiduité et efficacité méritait tout de même droit de cité.

Créé à l'initiative du GRIT (groupe de résistance et d'insoumission totale) en 1978, le journal *Avis de recherche* manifestait ainsi la volonté de pacifistes de sortir d'une vie clandestine forcée, et de rompre avec l'équation : refus de l'armée égal deux ans de prison.

Ainsi Yvon Lemarquand, Martial Cardona, Jean-Pierre Moumimous, Noël Culmet, Daniel Aïache, Philippe Lenoir, Jean-François Romarie, Richard Laurent, Frédéric Joyeux et une vingtaine d'autres personnes sympathisantes ont pu en toute quiétude s'exprimer sur leur lutte, leurs actions et revendications politiques, leurs incertitudes et leurs anxiétés du moment.

Ce mardi marquait ainsi la volonté des insoumis de ne pas rejeter négativement le nouveau paysage politique et d'affermir leur position de « pacifistes virulents ».

LEM

BREF

• **Les prévisions à long terme** des tremblements de terre, notamment au Pérou, ne sont pas scientifiquement valables, affirme le Centre de séismologie européo-méditerranéen de Strasbourg (CSEM).

Selon cet organisme, *« seuls les enregistrements et les observations faits sur place dans les zones dangereuses sont susceptibles de conduire éventuellement à des prévisions à court terme »*.

• **Les jurés** de la cour d'assise de Douai ont condamné mardi soir Jean Lamarque à dix-huit ans de réclusion criminelle.

Jean Lamarque, vingt-neuf ans, était accusé du meurtre, commis le 17 mai 1977, de Maryse Gomez.

• **Un violent incendie** s'est déclaré pour une cause encore indéterminée, peu après minuit, dans des entrepôts situés 22, rue Charles-Paradinas, à Clichy.

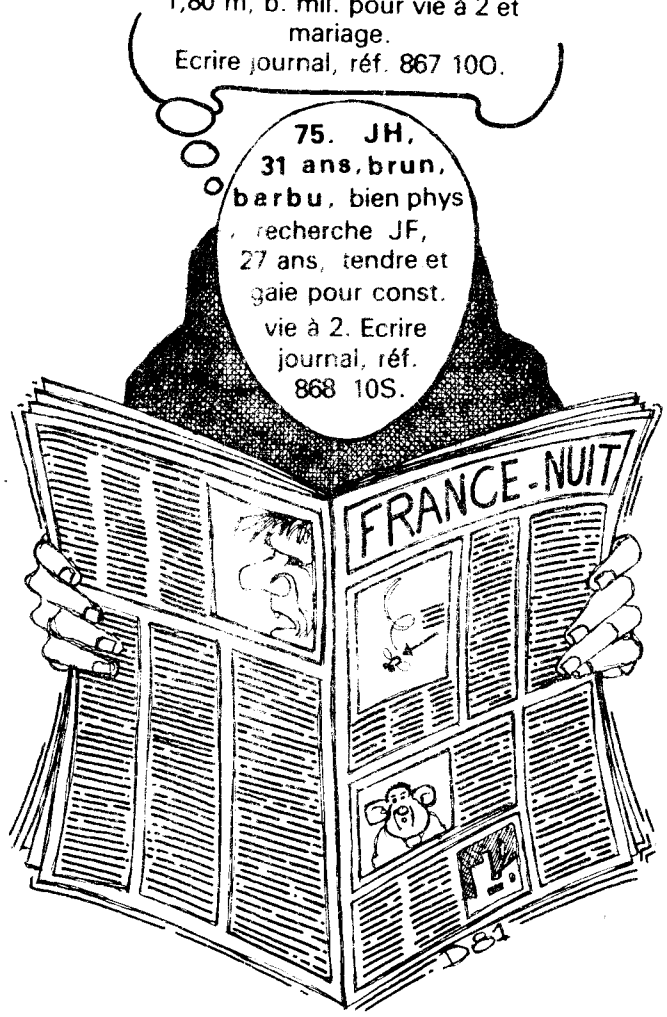
Abonnez-vous à Combat socialiste

Les «21» pour le droit à l'autodétermination sexuelle

VAGUE de libéralisme dans les pays de l'Europe occidentale ? Le Conseil de l'Europe, organisme groupant vingt et un pays, décide de lancer une offensive contre la discrimination à l'égard des homosexuels.

La commission des questions sociales et de la santé de l'assemblée des « 21 » vient d'adopter un projet de recommandation selon lequel *« tout individu ayant atteint l'âge légal de consentement doit... jouir du droit à l'autodétermination sexuelle »*.

Selon le rapport de l'assemblée du Conseil de l'Europe, les législations sur l'homosexualité dans les vingt et un pays varient considérablement les unes des autres.



Ils passent à la TV et ils sont dans la presse

Les célibataires seraient-ils à la mode ? Alors que les médias les ont longtemps ignorés, une émission de télévision et le dernier numéro de la revue *Autrement* viennent coup sur coup de leur être consacrés.

JOURNALISTE à *Autrement*, Michèle Decoust a eu l'idée de s'intéresser aux célibataires en préparant, avec Arlette Namian, voici plus d'un an, le numéro... « Couples ». « Nous nous sommes rendu compte que les personnes interrogées avaient une peur terrible de la solitude. Le partenaire apparaissait comme le miroir, le comparse, le complice. Cette « trouille » éprouvée devant le face-à-face avec soi-même nous a poussées à aller interviewer des gens qui vivaient seuls et qui n'avaient aucune relation amoureuse privilégiée. »

Sortir des clichés n'a pas été tâche aisée. « *On a oscillé entre le côté tonitruant : le célibat c'est fantastique, cela permet de trouver son fil à plomb, son centre de gravité ; et la vision douloureuse de ceux qui sont las de ne pas partager ce qu'ils aiment avec un(e) autre.* »

L'enquête de fond s'est heurtée à une première difficulté : il n'existe, en effet, aucun document, aucune statistique officielle. Socialement laissés pour compte, les célibataires n'ont, semble-t-il, jamais fait l'objet d'études approfondies. Rien ne prouve que ceux répertoriés comme tels à l'Institut national des études démographiques (INED) ne vivent pas en couple, ni que les divorcés vivent seuls. Mais on ne se fie qu'à la situation matrimoniale. Les sociologues ne sont pas mieux lotis : ils ont avoué travailler, faute de mieux, sur des documents psychiatriques : c'est fou, au XIXe siècle ce qu'il y a comme célibataires étiquetés comme hystériques.

Contacter des célibataires, susciter leurs confidences n'a pas non plus été tâche aisée : « *Le langage intimiste est récent. Hormis dans les romans, les gens n'aiment pas parler d'eux-mêmes.* » Un homme politique interrogé sur le sujet ne consent à se livrer qu'à la condition expresse qu'on ne dévoile pas son identité ; un célibataire notoire d'une quarantaine d'années se défile : « *Je ne suis pas célibataire mais divorcé. Voici quinze ans j'ai été marié.* » Perdrait-on son célibat comme sa virginité ?

Pudeur ou sensibilité différente ? Les hommes n'ont guère recours au langage affectif : « *Ils ont parlé du célibat en termes d'intendance* », s'étonne Michèle Decoust. Témoin Emmanuel, lorsqu'il évoque son petit déjeuner : « *Je le prenais moulu, filtre Melitta, lait frais. La tendance se porte nettement au Nes-Carrefour et 8S longue conversation. Rares sont les matins où, restant au fond de mon lit, parviennent jusqu'à moi une chaude odeur de café et de pain grillé... Paraît qu'il y a des gens qui se font la cuisine pour eux seuls, qui se préparent de vrais plats. Si un jour j'en arrive là, c'est que j'aurai accepté bien des choses et que je ne serai plus le même. Qui peut dire si ce sera mieux ou moins bien ?* »

La journaliste Maryse Lapergue a beau estimer pour sa part que le célibat « *c'est la belle vie* », où l'on ne doit rendre de comptes à personne, elle est parfaitement consciente que son « *statut d'intellectuelle* » la place « *au-dessus de la norme* ». Dans le village des Pyrénées où elle vit, son célibat « *affirmé fait peur, provoque un malaise inavoué... Je ne suis pas classée dans le tiroir des femmes seules et libres, traitées ici souvent comme des putains ; on me regarde d'abord comme une tête* ». Dans l'article, fort drôle, qu'elle a remis à *Autrement*, elle raconte comment sa mère lui conseille de « *faire venir un amant de temps en temps* » afin de rassurer les gens.

Les hommes, eux, suscitent moins d'interrogations — hormis les vieux garçons, qui ne sont plus légion. Ils passeraient plutôt pour des Don Juan. Que ce soit vrai ou non... Il suffisait pour s'en convaincre de regarder l'émission qu'Antenne 2 midi a consacrée aux célibataires. Sur le plateau, face à Michèle Decoust et à Arlette Namian, l'écrivain Gabriel Mazenet et le journaliste Jean-Bernard Hébey : « *Ils paradaient comme des coqs, faisaient les glorieux avec la complicité des techniciens. Une femme de leur âge, dans les quarante-cinq ans, aurait-elle été aussi crédible dans l'image de l'accomplissement de soi ?* »

Carine LENFANT

• « *Célibataires* », revue Autrement, *dossier n° 42, juin 1981, 45 francs.*

Célibataires,

***« Un seul être vous manque et tout est dépeuplé. »* Est-ce si vrai ? L'apprentissage de la liberté passerait-il par la solitude ? Comme si l'on vivait mieux à deux quand on cesse d'avoir peur du face-à-face avec soi.**

Les vieux garçons et les vieilles filles d'antan faisaient sourire. On se moquait de leur niaiserie, de leurs manies. Seule la chasteté des religieux n'était pas ridicule.

Les hommes choisissent, les femmes subissent

Cette enquête n'a certes aucune valeur statistique. Mais au hasard des rencontres, on ne peut qu'être frappé de la discordance entre les discours masculin et féminin. Rares sont les hommes « libres » qui n'éprouvent pas le besoin de parler de leurs conquêtes, de se rassurer sur leur pouvoir de séduction. Les femmes ont évoqué plus largement leur solitude, parfois pesante. Faut-il vraiment croire que les premiers choisissent leur mode de vie alors que les secondes le subissent ?

EN épluchant mon agenda, je me suis aperçue, non sans étonnement, que si je connaissais beaucoup d'amies qui vivaient seules, je ne voyais aucun hommes en revanche, dans la même situation. Tous vivaient, plus ou moins bien, il est vrai, en couple. Légitime ou non. Poussant plus loin l'investigation, j'ai téléphoné à droite, à gauche. Même son de cloche. Bizarre arithmétique : une quantité non négligeable de femmes âgées de vingt à quarante ans se retrouvent un beau jour solitaires. Comme il n'y a pas eu de guerre, le nombre d'hommes disponibles devrait être identique. Cela ne semble pas se vérifier. Où sont-ils donc ? Seraient-ils tous devenus homosexuels ? On finit presque par se poser la question...

Divorcée depuis cinq ans, Armelle aimerait bien refaire sa vie. Aller au cinéma seule, se faire la tambouille sur un coin de table — en ne prenant pas toujours la peine de retirer du papier sa tranche de jambon — elle en a l'habitude. Cela ne l'amuse plus. Passé le moment où elle a cru bon d'affirmer hautement son indépendance, cette enseignante de trente-quatre ans constate que « *le célibat n'est pas dynamique. On stagne, on s'aigrit. Je me suis prouvé que je pouvais tout faire seule : partir en voyage, dîner au-dehors, voir une exposition. Et alors ?* »

Elle louche avec envie sur les gens qui partagent leurs loisirs, idéalise — elle n'est pas dupe — le conjugo. Elle se sent un peu paumée. Suspecte. Quand on l'invite, elle rencontre « inévitablement » des couples, éprouve alors le désagréable sentiment d'être « *la cinquième roue du carrosse* ».

Loin de vivre comme une vieille fille — elle a des amants de temps en temps — elle ne parvient pas à établir de relation durable. « *Les hommes de mon âge ne sont jamais disponibles.* »

Pierre, trente-trois ans, a vécu seul de 1975 à 1979. Célibataire — au sens où on ne lui connaît pas de compagne régulière — il n'a rien d'un solitaire, bien au contraire. Il papillonne. « *En gros, le schéma c'est plusieurs relations, dont une qui dure un peu plus longtemps.* » Se vante-t-il ? « *Parfois ça s'emballe, le rythme s'accélère.* » Et il feint de s'étonner que « *les mecs dans les couples* » l'envient.

Sa manière à lui de rompre est la fuite : il profite pour cela des opportunités que lui procure son métier. Journaliste, il fait de fréquents voyages à l'étranger. Manière habile de mettre du champ entre lui et ses petites amies. Différence avec Armelle : quand il est invité chez des amis il y va « *toujours* » accompagné. Il est, semble-t-il, constamment sollicité : à l'entendre, le téléphone ne cesse de sonner, les copains de débarquer. « *C'est même insupportable pour une fille qui s'installe chez moi, elle essaie de grignoter.* » Péremptoire, il affirme : « *J'ai toujours aimé faire mes trucs et détesté qu'on se mette en travers.* » Est-il heureux pour autant ? Il ne se pose pas la question. Mais avoue envisager de faire un jour un enfant, ce qui lui aurait semblé « aberrant » il y a seulement cinq ans.

Seule faille chez ce macho moustachu qui ne peut résister à l'envie de faire du charme à la journaliste qu'il a en face de lui : il se ronge les ongles. Inutile de faire de la psycho de bas étage ; c'est, paraît-il, « *un vice de famille* ».

C. L.

Deux fois plus de suicides...

« SI la démographie révélait que le tiers au moins du territoire français est occupé par une population tellement misérable que chaque âge est frappé par une mortalité une fois et demie à deux fois plus forte que sur le reste du territoire ; que ses naissances ne réparent que les quarante-cinq centièmes de ses pertes annuelles ; si elle nous apprenait que cette partie de la population française, comparée à l'autre, compte annuellement deux fois plus de cas d'aliénation, deux fois plus de suicides, deux fois plus de violences contre les personnes ; que par suite l'administration doit pour elle entretenir deux fois plus de tribunaux et de prisons, deux fois plus d'asiles et d'hôpitaux, deux fois plus de croque-morts, certes ce serait un grand émoi. D'un avis unanime on demanderait à la science, à la loi, à l'instruction, à l'éducation, à l'impôt, à la faveur du souverain aux mœurs de s'employer pour diminuer un si humiliant et si onéreux supplément de mortalité et d'ignominie. Eh bien, nous avons prouvé que ce peuple misérable existe sur notre sol : seulement, au lieu d'occuper un territoire à part, les deux peuples sont mêlés intimement sur toute la surface, et ostensiblement une seule chose les distingue : l'un vit sous le régime du mariage, l'autre sous celui du célibat. »

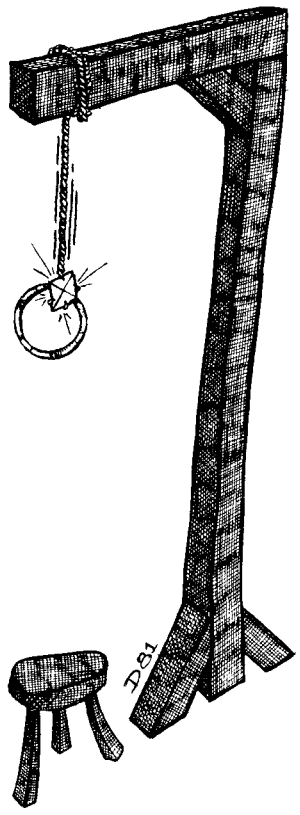
• Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, Mariage, *tome 5, 1872.*

cœurs solitaires

DOSSIER

Les hommes et les femmes qui ne partagent leur quotidien avec personne — que leur vie affective soit un désert ou exagérément remplie — souffrent peut-être davantage qu'ils ne veulent bien l'avouer. Le mariage n'est certes pas une fin en soi, mais le concubinage a pris le relais. Le couple reste le modèle — malheur à ceux qui ne peuvent s'y conformer !

La solitude — ou le célibat — cela n'est pas forcément douloureux et sordide, à condition toutefois d'en sortir.



«Je suis seule, comme d'habitude... Ça ne va pas»

«*CE soir, je suis toute seule, comme d'habitude, mais en ce moment ça ne va plus... Je n'arrive plus à dormir... Parlez-moi, je vous en prie...* »

Un appel anonyme à SOS-Amitiés. Celui d'une jeune fille venue d'ailleurs... pour travailler et avoir des amis. Et voilà que cette jeune fille se sent perdue, déracinée, solitaire... à en mourir...

On peut s'interroger sur cette solitude qui étouffe les femmes à partir de 17-18 ans. Ces jeunes qui quittent la sécurité affective et psychologique de leur milieu familial et provincial pour se réaliser seules, pour essayer de vivre leur vie à la ville, où elles ont peu de chances de se faire reconnaître.

Autrefois, en cas de conflits avec les parents, on tentait d'aplanir les problèmes, on supportait des contraintes; aujourd'hui, on s'en va. On veut devenir très vite une « grande fille ». Mais, trop souvent, on s'aperçoit que l'on manque de défense. Le cycle infernal est entamé : on se replie sur soi, on rejette l'aide d'une mère, d'une amie ou d'une grande sœur. On veut se prouver à soi-même qu'on n'a pas peur des couloirs du métro, ni des week-ends de grasse matinée forcée. On se refugie dans un intérieur plus ou moins confortable, on s'installe dans une solitude que seul un autre pourrait rompre.

La solitude devient silences, ténèbres, angoisses et désespoir. Quand on est une femme, c'est pire encore. On nous a toujours appris qu'une femme doit être accompagnée. Une femme seule se sent vite culpabilisée, elle a le sentiment de vivre un échec. Pas de compagnon, pas de foyer, pas d'enfant. La solitude n'est plus un accident de parcours, elle devient une tare...

Josiane, vingt ans, avoue : « *J'ai honte de dire que je suis seule, j'ai l'impression d'avoir raté ma vie. Alors je sors la nuit, parce que le jour les gens ne me regardent pas, je n'existe pas pour eux. La nuit, dans les boîtes, je peux danser seule au milieu des autres. Même si on ne se parle pas, on se voit, on se sent.*

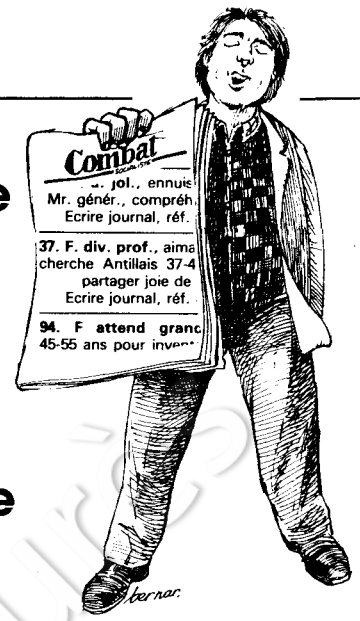
Après la boîte de nuit, Josiane rentre chez elle en métro. « *Je marche tête baissée, les regards, même furtifs, sont trop souvent mal interprétés par les hommes que je croise. Dès que je peux m'asseoir, je le fais, en tenant bien serrée dans ma poche une lime à ongles, mon seul moyen de défense. La nuit, le métro est oppressant. Dès qu'un homme est près de moi, je suis sur la défensive, prête à bondir, car je sais que personne ne viendra à mon secours. C'est pareil dans la vie...* »

« *Il faut reconnaître,* dit Régine, *que rien n'est fait pour dissiper l'angoisse dans la ville. Au restaurant, il y a toujours des tables pour deux personnes. A l'hôtel, une fille seule est mal vue, mal logée, mal servie. En vacances, une fille isolée sur la plage devient une proie facile. Restent les petites annonces, mais c'est encore une façon de vivre par procuration. Les jeunes femmes fantasment sur les lettres ou les photos reçues. Elles font semblant devant la concierge, elles font semblant devant la vie, pour ne pas avouer leur insécurité et leur timidité, qui sont des composantes de la solitude.* »

Diane MILLER

« Je marche en tenant serrée dans ma main une lime à ongles... Mon seul moyen de défense. »

Stratégie pour une petite annonce



«*NON toujours pas. Elle ne veut pas.* » Le ton de ma grand-mère au téléphone a soudain baissé. Rituel des week-ends en famille... A-t-elle si honte d'avouer à je ne sais qui à l'autre bout du fil qu'à trente et un ans je suis encore célibataire ? Serait-ce donc une tare ? Que pourrait-on en déduire ? Que je suis une laissée-pour-compte, une vieille fille, que je n'aime pas les hommes, que j'ai des mœurs inavouables ? Que sais-je encore ?

A dix-huit ans, ma famille craignait que je ne me marie trop jeune, comme ma mère. Le résultat ? Un divorce au bout de quelques mois. A vingt-cinq ans, on me suggérait gentiment qu'il serait temps d'y penser. Sainte-Catherine coiffée sur le poteau, six ans plus tard je n'ai toujours pas convolé. La sollicitude est devenue pressante. Comme je ne suis ni borgne ni boiteuse, que mon QI est apparemment normal, on s'interroge. Il ne peut y avoir qu'une explication : c'est moi qui refuse de passer devant M. le maire.

L'ennui c'est qu'on ne me connaît pas non plus de fiancé attitré. Pas d'époux, ni d'enfant, à trente et un ans ? Bizarre. La menace est agitée comme un hochet : « *Tu te vois seule à soixante ans ?* » Encore heureux que l'époque ne soit plus propice aux présentations de prétendants, sinon ils feraient antichambre.

On me susurre : « *Tu es sûrement trop exigeante.* » Possible. On me met en garde : « *Les hommes n'aiment pas les femmes trop indépendantes.* » Allons bon, il faut que je renie mon métier, mon mode de vie, que je me coule dans le moule ? Est-ce à ce prix qu'on échappe à la solitude ? Jusqu'à mon amant, marié, qui me murmure : « *Je n'aime pas te savoir seule, je te trouverai un mari.* »

BECASSINE

Le célibat est-il vraiment un choix?

UNE salle ordinaire, dans un lieu plus ordinaire encore, situé au pied d'une HLM du XIIIe arrondissement. Sur l'électrophone, un disque : un rock endiablé de Grease. Dans la pièce, femmes et hommes de vingt-cinq à cinquante ans apprennent aujourd'hui les « danses de salon » (sic); tous aussi gauches que timides, aussi tristes que faussement gais, ils s'empêtrent dans les passes plus ou moins élaborées. Ils ne savent plus à quelle main s'accrocher, à quel regard se vouer, ni à quel rythme danser ou vivre...

Chaque semaine, pour échapper à leur solitude, à eux-mêmes, ils se retrouvent là où la vie m'est apparue plus déprimante que partout ailleurs. « *Vous savez,* me lance Monique, *depuis que je viens là, je suis transformée.* » La quarantaine bien portée, le sourire et le verbe faciles, Françoise, la responsable de ce groupe-qui-change-la-vie, est célibataire. « *L'OREE* n'est pas un club ni une agence matrimoniale,* explique-t-elle. *C'est une association où les gens viennent pour lutter contre une douloureuse solitude. Moi-même, j'y suis arrivée pour échapper non pas à l'isolement, mais à un cercle d'amis qui devenait étouffant. La relation humaine ne se met pas en équation, il lui faut une ouverture...* » D'accord, mais faut-il pour cela recourir aux prises en charge collectives, aux agences tous azimuts, qui finissent par assister, et non soutenir à distance le ou la « solitaire » ? « *Vous savez, le célibat, quoi qu'en disent certains, n'est pas un choix. On se laisse couler dans le moule faute d'un véritable retour sur soi-même.* »

Une chose est sûre, la solitude est aussi une affaire d'argent. Ceux qui choisissent les associations genre patronage n'ont pas toujours les moyens d'égayer leur vie. « S'éclater » dans un tourbillon culturel, intellectuel ou amical satisfaisant n'est pas à la portée de tous. Quand on est technicienne, contrôleur aux PTT ou au Trésor, on ne vit pas comme un journaliste, un représentant ou un médecin. « *Chaque mois,* dit Francine, *je fais des choix. Je ne peux pas me payer une semaine de vacances ou de têtes nouvelles en même temps qu'un matelas ou une révision de voiture. Célibataire, on est trop pénalisée !* » Pénalisée. Un mot qui semble toucher aussi au domaine affectif. Quelle femme ne s'est pas projetée, éducation oblige, dans un avenir de mère ou d'épouse ? Quelle femme n'a pas attendu qu'un homme la choisisse ? Et plus le temps passe, plus elle est mal vue. On dit d'un homme qu'il ne veut pas se marier pour rester libre. D'une femme on dira simplement qu'elle n'a pas encore trouvé le prince charmant, ou que peut-être elle devient difficile. Difficile d'arriver seul(e) dans un dîner ; « *Des amis m'ont fait comprendre,* observe Francine, *qu'en m'invitant seule plus souvent, ils avaient du mal à respecter l'ordonnancement de la table !* »

« Une femme mariée n'a-t-elle pas envie d'être seule aussi ? »

Et puis il y a la véritable souffrance, celle qui mobilise toute une énergie à chercher sans relâche un amour idéalisé. Après la frime, après une demi-heure d'interview, Daniel a baissé le masque. Serein d'abord, il a fini par m'expliquer en bégayant que ce n'était pas de sa faute s'il était encore seul à trente-huit ans, qu'il ne peut faire l'amour qu'avec des filles qu'il aime. « *J'ai tout essayé, les petites annonces, les agences matrimoniales, les psychothérapies et le militantisme. J'ai des blocages pour parler aux autres. Je tombe amoureux facilement, mais jamais au moment où ça pourrait être réciproque.* »

Signe des temps, les quotidiens et les hebdomadaires lancent la mode des petites annonces, le nombre des mères et des pères célibataires augmente. C'est dire que, si toute personne qui ne vit pas en couple est un « malheureux qui s'ignore », il y a aussi des célibataires volontaires et heureux.

Pourquoi toujours penser à 1 + 1 = 1? Après tout, le mode de vie fusionnel n'est pas forcément nirvâna ou source d'éternelle jeunesse. « *C'est merveilleux d'être disponible au moment d'une rencontre,* dit Francine. *Je vis pleinement mes aventures sans culpabiliser. Est-ce qu'une femme mariée n'a pas elle aussi envie d'être seule ? Ce n'est pas vraiment le problème de vieillir seule qui fait peur, c'est le regard que les autres portent sur vous qui pèse.* »

D. M.

* *L'OREE, 12, rue de l'Abbé-Groult, 75015 Paris. Tél. : 532.34.28.*

LE POINT DU JOUR

Le kangourou des Pyrénées

Troisième de l'étape pyrénéenne, Anderson, l'Australien grimpant, crée la surprise

D'un de nos envoyés spéciaux

LES temps changent, chantait jadis Bob Dylan. Cette formule peut aisément s'appliquer cette saison au monde du sport. Après une victoire corse en Coupe de France de foot, nous voilà maintenant avec un Australien de vingt-quatre ans, Phil Anderson, maillot jaune du Tour de France. On aura tout vu, ma bonne dame.

De Saint-Gaudens à Saint-Lary-Soulan, sous un soleil de plomb, le peloton a éclaté sous l'impulsion d'un Bernard Hinault décidé à décanter la situation. Mais ce satané Australien a bouleversé les pronostics. Second au sommet de Peyresourde derrière Hinault, sautant dans la roue du Breton quand celui-ci contre-attaquait derrière Van Impe, il poussait le crime de lèse-majesté jusqu'à disputer le sprint à Hinault pour le compte de la deuxième place.

Avec sa carrure de déménageur, Anderson aurait pu jouer au rugby, le sport roi de son pays. Mais il a préféré le vélo. Sa bonne carrière amateur faite en France sous les couleurs de l'ACBB lui permit d'être engagé chez Peugeot. Sa deuxième saison dans les rangs professionnels semble bien partie.

Il a remporté le dernier Tour de l'Aude et le voilà donc en jaune sur le Tour. Sa joie faisait plaisir à voir à l'arrivée. Malgré l'obstacle du français qu'il maîtrise difficilement, il a expliqué que sa performance était peut-être due à l'entraînement qu'il a suivi dans les Alpes avec son ami américain Jacques Boyer.

Maurice de Muer, son directeur sportif, était satisfait. Déçu par le comportement de son leader Bernaudeau, il trouvait là une belle consolation.



Il s'appelle Anderson, il est Australien, c'est la bête curieuse de ce Tour. (Photo AFP)

« Avec ses qualités physiques, il peut bien passer les Alpes, même s'il perd le maillot jaune d'ici là. De toute façon, il terminera dans les dix premiers du Tour. »

Félix CHIOCCA

Vous avez dit Australien?

UN cycliste australien, un oranger irlandais : pour le journaliste, quelle tentation lorsque l'actualité se pare des plumes de l'insolite ! Mardi, à Saint-Lary-Soulan, c'est donc Phil Anderson qui a revêtu l'habit jaune de leader du Tour de France.

Australien mais cycliste professionnel, Anderson n'a finalement fait que son métier : courir pour gagner. Et pour cela, il a suivi, si l'on ose dire, toutes les étapes d'une carrière bien comprise. Des pelotons amateurs aux équipes professionnelles réputées, il a consacré ses jeunes années à apprendre et, dès ce printemps, il devenait clair que le vainqueur du Grand Prix de Grasse et du Tour de l'Aude n'était pas un sportif sans avenir.

Mais comment peut-on être Australien ? demande encore le journaliste sportif qui ne s'avise pas de la ressemblance qu'il offre avec ce personnage de Montesquieu convaincu que le monde s'arrêtait aux portes de Paris.

Jean WEBER

Escrime

Français, en garde!

Les championnats du monde d'escrime, à Clermont-Ferrand

Philippe Riboud, Pascal Jolyot, Didier Flament, Pascale Trinquet, qui avaient collectionné les médailles à Moscou — quatre en or —, seront à nouveau les meilleures chances françaises des championnats du monde d'escrime qui commencent ce jeudi à Clermont-Ferrand.

L'ELITE internationale des escrimeurs sera présente au rendez-vous de la capitale auvergnate. Un nombre record d'engagés a en effet été enregistré puisque quatre cent cinquante-quatre tireurs masculins et féminins, représentant trente-neuf nations, participeront aux épreuves qui se poursuivront jusqu'au 12 juillet. A deux exceptions près, le Soviétique Vladimir Nazkymov (sabre) et le Suédois Jehan Harmenberg (épée), tous les champions sacrés à Moscou aux jeux Olympiques de l'an dernier ou aux championnats du monde de Melbourne en 1979 seront à Clermont pour y défendre leur suprématie au fleuret, à l'épée ou au sabre.

Les grands vaincus de Moscou, qui ne sont autres que les Soviétiques eux-mêmes, auront, sans aucun doute, bien préparé leur revanche et voudront tout spécialement abattre ces Français, qui de leur côté ne manqueront pas d'exploiter à fond l'avantage du terrain.

La délégation d'URSS sera conduite par les champions Vladimir Smirnov (médaille d'or à Moscou) et Alexandre Smirnov (champion au fleuret à Melbourne) alors que Viktor Krovopouskov (médaille d'or à Moscou) sera à la tête des sabreurs.

Chez les femmes, la championne du monde Cornelia Hannisch (RFA) sera au fleuret la principale adversaire de Pascale Trinquet (médaille d'or à Moscou), dont le style délibérément plus original que celui de ses adversaires — basé sur l'énergie et la vivacité — n'a pas manqué de faire réfléchir plus d'un technicien de l'escrime féminine. Gageons qu'ils auront retenu la leçon et que Pascale devra, avec toute la volonté qui la caractérise, faire face à tout un monde qui n'est pas encore revenu de la performance de la petite étudiante en pharmacie qui osa bousculer la hiérarchie mondiale du fleuret féminin, il y a tout juste un an.

Emmanuel CHRISTOPHE

Pieds de nez

Van Impe, Anderson, Thévenet et Maertens vous saluent bien...

SOUVENIR, souvenir. Lucien Van Impe s'est une nouvelle fois imposé au pla d'Adet, cinq ans après sa victoire pyrénéenne qui lui avait ouvert grand les portes du succès final. Une étape déroutante avec une conclusion des plus surprenantes.

Van Impe, que nous avions suivi la veille lors de l'épreuve du contre la montre par équipes, nous avait paru léger. Pourtant mardi, l'ancien vainqueur du Tour n'a pas quitté les avant-postes et a survolé les débats lors de l'impressionnant final de Soulan. En jargon hippique, on dirait du petit Belge qu'il avait été tiré entre Narbonne et Carcassonne. Les plus méchants soutiennent que la « charge » dut être forte...

L'étape en elle-même a été extrêmement limpide. Une attaque tranchante de Bernard Hinault dès les premiers lacets du col de Peyresourde et le peloton explosait. Un coup de rein du « blaireau » et c'en était fini de Knetemann, Martens, Pevenage et autres Kelly.

Pour leur part, les « gros bras » n'étaient guère mieux lotis. Zoetemelk, Kuiper, Petters, Willems et Bernaudeau mettaient le genou à terre. Seuls les Espagnols Fernandez et Lejaretta , les Belges Van Impe et Criquelion et l'étonnant Australien Anderson s'accrochaient aux basques du Breton. Au pied de l'ascension du pla d'Adet, les six hommes possédaient près de deux minutes d'avance sur leurs poursuivants.

Dès les premières difficultés, Van Impe plaçait l'attaque décisive. Criquelion, Lejaretta et Fernandez « dégueulaient », Hinault et Anderson étaient dans l'incapacité d'augmenter leur cadence. Van Impe venait de remporter l'étape. Il triomphait avec 27secondes d'avance sur le « blaireau » et le « kangourou ».

Mis à part Raymond Martin, qui a limité les dégâts, les autres favoris sont loin, très loin. Van Impe, vainqueur. Anderson maillot jaune, Bernaudeau, Zoetemelk, Kuiper à plus de cinq minutes. La sixième étape qui aura été passionnante nous a réservé bien des surprises. Maintenant, le Tour va sans doute entrer dans sa phase « la route est triste du côté de l'Atlantique ».

Attendons à présent dans l'ennui les pavés du Nord et bien entendu les Alpes.

Philippe BALLAND

Carré d'as

Borg et... trois autres dans les demi-finales

LES trois premiers joueurs du monde, Björn Borg, John McEnroe, Jimmy Connors, et un intrus, l'Australien de vingt-huit ans, Rod Frawley, au 112e rang dans la hiérarchie internationale, se retrouvent dans les demi-finales du simple messieurs du tournoi sur gazon de Wimbledon.

Borg, plus fort que jamais, domina de la tête et des épaules l'Australien Peter McNamara (n° 12) en trois manches 7/6, 6/2, 6/3 au terme d'un match à sens unique. Pratiquant un tennis d'une solidité époustouflante, le Suédois ne fut jamais véritablement en difficulté. Il afficha une forme à la fois physique et morale qui devrait lui permettre de remporter un sixième titre consécutif sur le gazon centenaire du All England Club.

Borg, qui n'a toujours pas perdu un set cette année, en est maintenant à sa 40e victoire d'affilée depuis 1976. Il retrouvera maintenant sur sa route Connors qui disputera à cette occasion, lui aussi, sa 6e demi-finale à Wimbledon.

L'Américain, champion en 1974, puis finaliste à trois reprises en 1975, 1977 et 1978, affronta trois fois Borg à Wimbledon dont deux fois en finale. Trois matches que remporta le Suédois... Au total les deux joueurs se rencontrèrent vingt-deux fois depuis 1973 avec quatorze succès pour Borg, la dernière victoire de Connors remontant à 1978 en finale de l'US Open.

Pour se qualifier, Connors éprouva beaucoup de difficulté. Il fut en effet mené par deux sets à zéro par l'Indien Vijay Amritraj, splendide attaquant, avant de gagner en cinq manches 2/6, 5/7, 6/4, 6/3, 6/2 après une bataille de 3 heures et demie. *« C'est à partir du 3e set seulement que je sentis que je frappais correctement dans la balle »*, dira ensuite l'Américain.

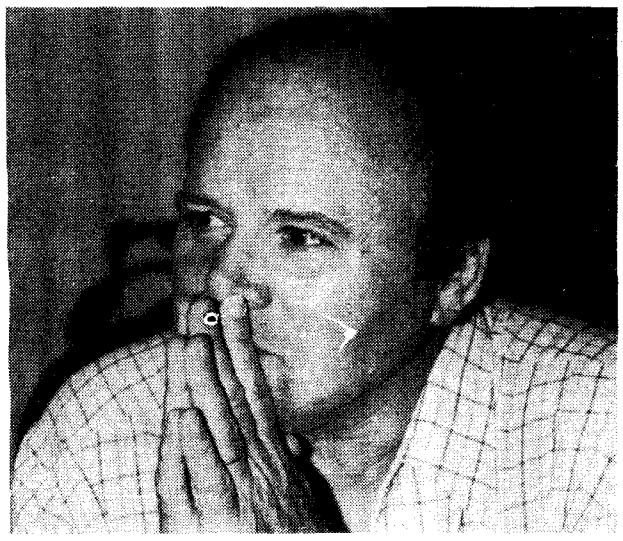
Pour sa part, McEnroe se qualifia en trois sets (6/1, 7/5, 6/1) aux dépens du Sud-Africain Johan Kriek, fort décevant en la circonstance. Pourtant, l'Américain se montra par instants peu convaincant comme dans le deuxième set quand, menant 4/0, il concéda cinq jeux de suite à son adversaire qui ne sut pas saisir sa chance.

En demi-finale, McEnroe partira grand favori pour obtenir pour la deuxième fois en deux ans une place en finale contre vraisemblablement encore Borg. Même si Frawley, qui a déjà perdu dans chacun de ses deux matches contre l'Américain, ne s'était incliné que 6/4 dans le troisième et dernier set à Brisbane... sur gazon.

INTERVIEW

Hubert Knapp : «Sauver la mémoire populaire»

DEPUIS cinq ans, Hubert Knapp, l'un des pionniers de la télévision, « *chasse* », selon sa propre expression, « *la mémoire des Français anonymes* » afin de la figer ou plutôt de la faire vivre au petit écran. Cet auteur-producteur-réalisateur de nombreuses émissions telles « Signes des temps », « Les provinciales » (proposées avec Jean-Claude Bringuier), « Mon quartier, c'est ma vie » — pour n'en citer que quelques-unes —, a déjà présenté à l'écran, en 1979, les trois premiers épisodes de cette série qui couvraient la période 1880 à 1918.



« Ceux qui se souviennent » se gonfle maintenant de quatre nouvelles émissions allant du printemps 1919 au printemps 1939. Dans cette série qui a pour objet de recueillir la mémoire orale ouvrière, les témoins de leur temps ne sont pas réunis pour l'échafaudage d'une construction historique. La démarche est inverse. Ce sont leurs histoires d'hommes, diverses et contradictoires, qui ont traversé des moments historiques, qu'ils nous content.

— L'histoire des sensibilités qui s'oppose à celle des événements. Est-ce à dire qu'il existe une histoire subjective et une autre objective ?

— L'histoire objective, personne n'y croit plus depuis le XIXe siècle, depuis que Michelet l'a faite voler en éclats. Aujourd'hui, certains parlent d'une histoire scientifique, avec des chiffres à l'appui. L'objectivité n'est autre qu'un calendrier. La tendance la plus intéressante est celle qui prend en compte la subjectivité, non pas celle de l'historien, mais celle des participants.

Ce qui m'intéresse, c'est que des gens puissent raconter leur propre vie, sans l'emprunter aux journaux, aux livres d'école ou à la mémoire de leurs pères, avec leur propre sensibilité qui transforme les mêmes événements. L'Histoire peut donc devenir la réaction à une évidente histoire vécue.

— Qu'est-ce que représente pour vous cette culture populaire, cette mémoire collective ?

— J'ai été élevé dans un village et je me souviens de cette culture vivante, transmise par les grands-parents qui étaient, à l'époque, non seulement souhaités mais souhaitables parce qu'ils s'occupaient de leurs petits-enfants. Dès que l'empilement minimum de trois générations n'a plus été possible, à cause des conditions de vie, la transmission a pris fin.

L'essentiel de cette culture populaire orale était en fait un savoir de sagesse. On peut parler d'un humanisme ouvrier et paysan puisqu'il s'agit d'un art de vivre avec ses valeurs, ses références, sa langue et sa culture, aussi fine que la culture « culturelle ». C'est simplement parce qu'elle est moins universaliste que cette culture populaire a toujours été considérée comme un sous-produit de la Culture avec un grand « C ».

Cette mémoire vivante est donc irremplaçable. On touche en l'entendant à la vibration de la vie. Ce patrimoine collectif conditionne encore notre société actuelle. J'en reviens, si j'ose dire, et j'y retourne constamment.

— Quelle est la place de la mémoire ouvrière dans cette culture collective ?

— La classe ouvrière, comme chacun sait, s'est développée avec l'industrialisation au XIXe siècle, ce qui en fait un cas particulier. Elle était en quelque sorte déracinée dès le départ en n'ayant aucune habitude ancestrale. Le vécu était un rythme de travail dur — pensez qu'avant 36 on travaillait soixante heures par semaine ! Aussi le langage était-il l'arme essentielle du maintien de la culture.

De plus, avant 1914, à part les militants, les ouvriers n'avaient pas de quoi s'acheter les journaux ou ne les achetaient pas. Bien sûr, ils allaient à l'école, mais ce qu'il y avait de caractéristique, comme les relations avec son contremaître, la vie à l'usine... se transmettait de bouche à oreille. C'était une façon singulière d'appréhender une vie singulière.

— Vous pensez, comme l'un des personnages de la série, que la mémoire ouvrière ne peut se fixer par écrit ?

— Ce n'est pas exactement ce qu'il dit. Disons que l'écrit ne suffit pas. Cet ouvrier « bénédictin », René Boudot, de la région de Longwy, qui a passé sa vie à rassembler des milliers d'ouvrages, de bulletins, de dossiers et de revues sur la vie ouvrière, sait mieux que personne que les documents ne peuvent remplacer les tons, les silences, l'intensité du discours. Il dit que : « L'essentiel — le vécu, le sens et le sensible — n'est transmissible qu'à une oreille attentive. »

Cette mémoire orale est précieuse parce qu'elle n'existe pratiquement plus. Les autres cultures, qu'elles soient paysannes, artisanes, bourgeoises même, sont tout aussi intéressantes mais leur délai de survie est plus long. C'est pourquoi il faut lancer une opération sauvetage de toute urgence.

— C'est le rôle qui incombe à la télévision ?

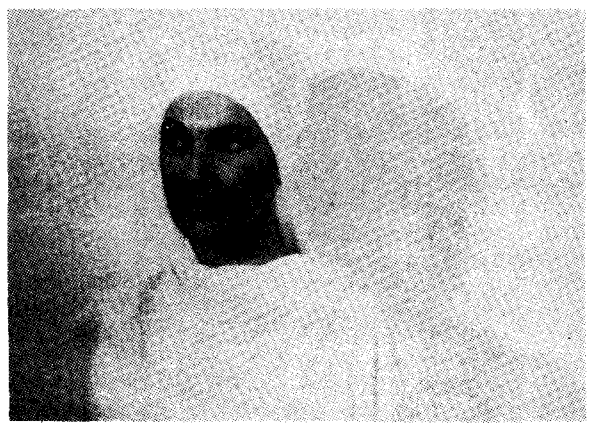
— La télévision ne peut s'en sortir seule : sa vocation est de faire des programmes. Bien sûr, elle peut, si elle s'en donne les moyens, devenir une « prothèse de mémoire ». Je veux dire que si seulement la moitié des émissions consacrées aux animaux — pour donner un exemple — parlaient des hommes en tant que phénomènes étranges et mal compris, nous serions beaucoup plus riches en documents.

Mais d'autres organismes doivent prendre le relais. Jamais, jusqu'à présent, le ministère de la Culture n'a utilisé pour la mémoire des hommes le centième du budget qu'il verse pour les monuments historiques.

Il me semble que, devant l'urgence du problème, certaines bonnes volontés devraient se saisir de magnétophones et d'appareils photographiques afin d'enregistrer les quelque trente ou quarante ouvriers qui vivent encore, trier ensuite les meilleurs témoignages pour les enregistrer en vidéo et monter enfin une opération avec l'aide de l'INA, de la SFP, et de certains musées... pour fixer sur l'image et la pellicule les dix témoignages les plus intéressants. Sinon la mémoire ouvrière va mourir d'absence de mémoire. Rappelons-nous la phrase d'Ampaté Bâ : « Chaque fois qu'un sorcier meurt en Afrique, c'est comme si une bibliothèque entière brûlait. »

Propos recueillis par Mireille DUMAS

• *Cette série programmée sur TF1 les jeudis 2, 9, 16 et 23 juillet à 21 h 30, est proposée par Roland Dhordain, Michel Goue et Hubert Knapp et réalisée par Hubert Knapp.*



Ave Maria

« JE me sens brésilien de cœur », dit Jean-Louis Barrault. Et il le prouve, en cloturant la première saison de son théâtre du Rond-Point par une fête brésilienne. Invitée d'honneur : Maria d'Apparecida, qui n'avait plus chanté à Paris depuis trois ans. La grande cantatrice interprétera des chansons de Chico Buarque, Baden Powell, Vinicius de Moraes, etc. Venez écouter sa voix unique, les 13 et 14 juillet, au théâtre du Rond-Point (avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris).

EN COULISSES

Festival pour la Grande-Bretagne

Le XVIIIe Festival international du film publicitaire, qui s'est tenu à Cannes, a attribué la « palme d'or pour le cinéma et la télévision » à la société britannique Brooks Fulford Kramer Ceresine pour six de ses films.

La Grande-Bretagne est également récompensée par le Grand Prix, obtenu par la société de publicité Advertising Agency TBWA, produit par Jane Bearman pour Lego.

Les Etats-Unis se classent en seconde position, suivis pour la première fois par le Brésil.

L'agence française Lintas (Productions franco-american films) a bénéficiés, quant à elles, d'un Lion d'or pour le compte de Elida Gibbs. La France est couronnée par trois Lions d'argent et quatre de bronze.

Le Japon, la RFA, le Canada et l'Espagne figurent également au palmarès.

L'expressionnisme à la mode

Le musée d'art moderne de Strasbourg présente, pour la première fois en France, une importante exposition consacrée aux expressionnistes allemands.

Les deux cents pièces exposées du 28 juin au 23 août proviennent toutes d'une seule collection constituée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, celle de Lothar-Guenther Buchheim, l'une des plus remarquable dans le domaine de l'expressionnisme allemand.

L'exposition de Strasbourg est particulièrement centrée sur les productions du groupe « Die Bruecke » (le Pont), constitué à Dresde en 1905.

L'expressionnisme, qui connaît en ce moment une nouvelle vogue et une nouvelle actualité, puisqu'il vient de faire l'objet d'une importante exposition à New York et San Francisco, est la marque même de l'art allemand, avant, pendant et après la Première Guerre mondiale.

Les prix littéraires

Le prix Mac Orlan 1981 a été attribué à Antoine Blondin pour l'ensemble de son œuvre. Ce prix, créé selon la volonté de Pierre Mac Orlan dans son testament, est d'un montant de 20 000 francs et couronne tantôt un écrivain, tantôt un artiste.

Le prix 1981 de l'académie Mallarmé, d'un montant de 15 000 francs, a été décerné au poète Lionel Ray pour l'ensemble de son œuvre, et particulièrement pour son recueil *le Corps obscur* (Gallimard).

« Tony Awards » pour les Anglais

La comédie musicale *42nd Street* et la pièce dramatique anglaise *Amadeus* ont remporté, à New York, les « Tony Awards » qui sanctionnent chaque année les meilleures représentations de la saison théâtrale américaine.

Le Britannique Ian McKellan a été consacré meilleur artiste dramatique pour son rôle dans *Amadeus* qui a emporté cinq des dix-neuf prix décernés.

La Britannique Jane Lapotaire a emporté le titre de meilleure actrice dramatique pour sa performance dans *Piaf*.

La distinction de meilleur acteur dans le genre musical a été attribuée à Kevin Kline *(The Pirates of Penzance)*, tandis que celle de meilleure actrice était décernée à Laureen Bacall *(Woman of the Year)*.

Peter Hall a emporté le prix pour la meilleure direction dans le genre dramatique *(Amadeus)* et Wilford Leach celui pour la meilleure direction dans le genre musical *(The Pirates of Penzance)*.

LIVRES

Les misères se ressemblent

C'EST bien connu, de tous temps et en tous lieux, l'homme blanc n'a jamais réussi à semer sur son passage, à de rares exceptions près, que la désolation et la mort. Témoin, une île qui pourrait être la Jamaïque, enfer miniature où errent et s'engloutissent les personnages du roman de V.S. Naipaul.

Guérilleros, ils l'ont peut-être été un jour. Portés par un rêve de liberté, ils ont alors cru à un monde de justice et d'égalité. Puis l'indépendance est arrivée, le colonisateur est parti, les industriels américains ont fait leur apparition et l'île a continué à végéter dans une pauvreté proche de la misère.

Au milieu d'une ambiance de fin du monde, Naipaul raconte la chaleur, la brousse, la mort lente. Cet homme du tiers monde né à Trinidad, île des Antilles, nous enveloppe dans un univers clos et pesant, une espèce d'Haïti moite et désespéré. Pourtant, ce roman bien écrit laisse un sentiment de malaise, peut-être parce que, une fois encore, on a l'impression de passer à côté du cri d'un peuple. Les plus misérables se taisent, écrasés dans leurs bidonvilles de crasse. Les autres ont peur, peur d'eux-mêmes, peur de mourir, lamentables débris humains incapables de mener quoi que ce soit à bien, même leurs étreintes amoureuses.

Cette atmosphère de sueur et d'agonie ne fait que contribuer à l'impression d'ennui. Sans doute à cause d'une persistante impression de déjà lu. Il est vrai que, sous tous les soleils et toutes les latitudes, les misères se ressemblent. Est-ce à dire que, passé un certain stade de désespoir, il n'existe plus rien?

Catherine COROLLER

***Guérilleros*, de V.S. Naipaul**

• *Editions Albin Michel.*

Chez le disquaire

DÈS qu'on sait que Bruce Springsteen et Miami Steve ont participé à ce disque, on court écouter ce que ça donne ; on découvre que ça « sonne » Springsteen du début à la fin. Et pour cause ! La E-Street Band est présente au grand complet et Bruce lui-même accompagne le vieux Gary dans *Jolé Blon* et *These Little Girls*. Ce dernier morceau, comme *Your love* et *Dédication* inclus dans l'album, appartiennent à Springsteen. Décidément... l'explication est bien simple : Gary (Anderson, de son vrai nom) est un vieux routier du rock'n'roll ; il débuta dans les années 60, époque à laquelle il enregistra même avec Chubby Checker, le roi du twist ; il reste un grand ami de Springsteen, lequel, dit-on, a nourri les expériences de son vieux copain. Tout à fait normal qu'au sommet de sa carrière il songe à lui donner un coup de main. Voici donc Gary US Bonds fraternisant jusqu'à mettre Dylan *a Buick 6)* et les Beatles *(It's only love)* à la sauce Springsteen-Mamie Steve.

• **Mike Olfield :** *Episodes* (Virgin 203803).

Pour accompagner sa tournée, Virgin a décidé de rééditer les plus grands succès de ce véritable chef d'orchestre pop, guitariste, Anglais de 25 ans. Vous y trouverez, bien entendu, les fameux *Tubular Bells* célèbres depuis leur inclusion dans la bande sonore du film *l'Exorciste*. Et puis *Ommadawn, Incantations, Portsmouth*. Le « son Olfield » reste toujours parfait, précis, bien qu'on ressente parfois une saturation qu'il ne rompt souvent que grâce à des gags sonores plutôt cocasses. Son dernier concert parisien a montré par ailleurs qu'il est parfaitement capable de recréer sur scène ce que vous pourrez entendre dans ces *Episodes*. La chaleur en plus.

• **Frank Zappa :** *Tinseltown Rebellion* (CBS 88516).

Un album du « grand fou » où l'on recommence à être presque satisfait. Quelle aubaine ! Ça faisait longtemps qu'on avait l'impression qu'il se payait un peu la tête de fans qui n'étaient plus aussi nombreux qu'à sa belle époque. Car il était devenu passablement vulgaire; de moins en moins de chansons, de plus en plus de sketches, dits dans un américain incompréhensible de ce côté-ci de l'Atlantique. Avec *Tinseltown Rebellion,* on retrouve un peu le grand compositeur et arrangeur. Bien entendu, il ne peut s'empêcher, puisque l'album est presque complètement « live », d'appeler à une collection de linge de corps *« surtout sale, s'il vous plaît ! « C'est pour l'expo d'une copine »*, explique-t-il.

• **Téléphone en concert** (Pathé).

Du rock français pour terminer. Une bonne idée que ce double 45 tours où Téléphone s'affirme comme l'un des meilleurs groupes de rock'n'roll de l'Hexagone. Toute sa force passe bien dans ces trois titres enregistrés à l'Olympia et aux Palais des Sports de Saint-Ouen et de la Porte de Versailles. A *Un peu de ton amour, Fleur de ma ville, Prends ce que tu veux,* s'ajoute le très doux *le Silence* enregistré en studio. Une petite partie de plaisir.

Rock belge et Peter Tosh

ON connaissait *Jo Lemaire, The Names,* mais la nouvelle vague belge arrive avec un savoir-faire impressionnant. A Bruxelles, il existe une filière anglaise. Des groupes belges font leurs disques dans les studios du Royaume-Uni, reçoivent leurs camarades et les enregistrent sous un petit label *les Disques du Crépuscule*.

Les concerts sont souvent donnés au *Plan K,* un entrepôt à fonctions multiples. Et à Manchester, la *Factory,* un petit label rendu célèbre mondialement grâce à *Joy Division. A Certain Ratio* a édité les disques des Names, de *Marine* que l'on a hâte de voir à Paris. Mais il y a aussi *Erika,* une chanteuse, *Mad V* et *Cherokees.* Des surprises! Signalons une cassette *From Brussels with Love* qui réunit quelques-uns de ces groupes avec des célébrités anglaises.

Quant au reggae, *Peter Tosh,* qui vient de publier son dernier album *Wanted* chez Pathé-Marconi, entame une mini-tournée. Cet ancien compagnon de Bob Marley fait carrière en solo depuis quelques années. Il a d'excellents musiciens, sinon les meilleurs de la Jamaïque. Mais il avait tendance à sacrifier son inspiration aux lois du marché américain.

Patrick AMINE

• *Disques du Crépuscule, dist-New Rose, 7, rue P.-Sarrazin, Paris-6e.*

On recherche

Albums sur le Front populaire : *« l'Eté 1936, 100 jours du Front populaire,* aux éditions de la Courtille, et *le Front populaire de 1936,* par Bodin, dans la collection Kiosque des éditions Armand Colin. Faire offres à Roger Mathian, chemin des Sardières, 01000 Bourg-en-Bresse.

Touchant Tachan

« SI tu es fou de trucs artistiques, laisse tomber ton métier d'hôtelier, fais ta valise, retourne à Paris, et remue-toi le cul. » C'est Jacques Brel qui donnait ce conseil. Et celui qui buvait les paroles du maître était un jeune Français qui abandonna, un jour, son Allier natal pour aller faire le « loufiat » au Canada. C'est ainsi qu'Henri Tachan devint chanteur.

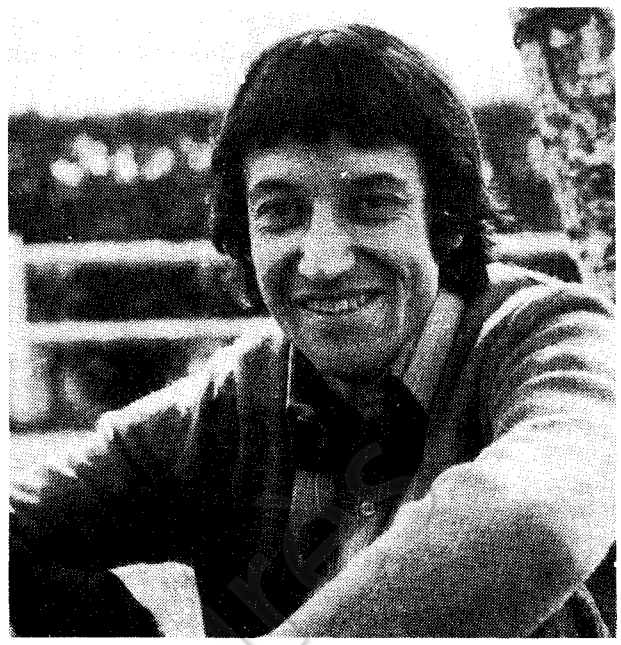
Depuis, de grandes chansons telles que *la Censure, Dans les grands magasins, la Godasse* ou *les Jeux olympiques* nous ont convaincus, si besoin était, que Brel ne faisait pas de compliments gratuits. En parlant de lui, Tachan dit sans ambages : *« Je l'adorais, comme on peut adorer quelqu'un quand on n'adore pas Dieu. »*

A l'écoute de ses chansons, on sent planer le même génie : refus implacables, solitude et tendresse refoulées qui jaillissent comme une source purificatrice, généreuse et vivante. Non, ce n'est pas du plagiat. Car, au-delà des coïncidences, Tachan est un chroniqueur de son temps.

Diego SANTOS

• *Grande salle du théâtre du Rond-Point, Paris, à 20 h 30. Les 1er et 2 juillet.*

Discographie chez Barclay et Philips.



Un an de « Paroles et musique » pour changer aussi la chanson



Dans *Paroles et musique,* un face-à-face entre Bernard Lavilliers (notre photo) et Jacques Erwan, l'un de ses grands chroniqueurs. (Photo Sygma)

JUIN 1981 : un anniversaire. Celui de la revue *Paroles et Musique,* lancée comme « un cri dans le silence ».

Si tous les amis de la chanson se sont réjouis de voir le nouveau ministre de la Culture rendre à cette expression majeure de la création française la place qui lui revient, certains sont particulièrement heureux. Ce sont les membres de l'équipe de la revue *Paroles et Musique,* qui fête sa première année de vie sous la direction de Fred Hidalgo, un « mordu » de la chanson française.

Avec un minimum de ressources, sa publication s'est destinée à sauver la chanson *« de l'apathie générale et surtout de la politique de masse — financièrement fructueuse et culturellement stérile — des supports audio-visuels »*. Le bilan des onze numéros parus est largement positif. *Paroles et Musique* est devenue par adoption, non par décret, « la » revue de tous ceux qui font et aiment la chanson en tant qu'expression libre, en France et ailleurs.

Composée d'un dossier centré sur l'œuvre d'un chanteur, d'interviews, de notes d'actualité, elle aura contribué à tisser un réseau poétique et musical des plus solides. Le sommaire de juin, le onzième, est plus étoffé que d'habitude. A remarquer : le grand face-à-face entre deux grandes figures du monde de la chanson, Bernard Lavilliers, le créateur et chanteur, et Jacques Erwan, l'un de ses grands chroniqueurs; des reportages sur Jean-Marie Vivier et la chanson brésilienne; un entretien avec Michelle Bernard, la dame à l'accordéon; une rencontre avec Morange et Fertier, les auteurs de l'étonnant *Opéra-rock-fiction; mais aussi — et surtout — le manifeste pour une chanson vivante signé Lucien Nicolas, et se proposant de « permettre au nouveau ministre de la Culture, M. Jack Lang, d'y voir tout de suite plus clair dans son dossier chanson »*.

Construit autour de cinq principes et de huit chapitres consacrés à définir les relations de la chanson avec le public, l'Etat, les médias, la SACEM, etc., ce dossier est la dernière des entreprises de la longue lutte menée par ceux qui se retrouvent autour de *Paroles et Musique*.

Dans son éditorial « La chanson? Ici et maintenant », Fred Hidalgo exprime son espoir dans un *« changement positif pour la chanson... dans la mesure où les conditions favorables à ce changement sont enfin réunies. » « Les semaines et les mois qui viennent,* ajoute-t-il, *nous dirons si ce devoir s'annonce d'un beau rose, ou si, au contraire, l'espoir vivace que la chanson nourrit en ce moment est appelé à se faner... »*.

Eduardo OLIVARES

• Paroles et Musique *n'est pas diffusé dans les kiosques mais se vend exclusivement par abonnement souscrit à* Paroles et Musique, *Herville (Cuatain-court), 28270 Brezolles. Tél. : (37) 46-41-33.*

Jazz en intro

IL est possible que vous vous sentiez attirés vers le jazz, mais que les propos des spécialistes (et, par conséquent, une rubrique comme celle-ci) vous déconcertent par une apparence d'ésotérisme.

Comment entrer dans la confidence ? Très simplement : en vous procurant un petit livre d'initiation, délibérément schématique, dans lequel l'essentiel des données esthétiques, historiques et sociologiques est ramassé, sous une forme accessible à tous — ce qui ne veut pas dire que les auteurs ne s'appuient pas sur de très solides connaissances et sur une vaste expérience des concerts, des disques et des documents de toute sorte. Il s'agit du *Guide Marabout de la musique et du disque de jazz,* signé par deux journalistes suisses, Marc Biderbost et Gustave Cerutti.

La technique du survol leur impose des approximations, des simplifications abusives et des oublis (quelquefois déplorables, comme ceux de quelques personnalités-charnières dans la liste des principaux musiciens, instrument par insturment). Mais, dans l'ensemble, cet ouvrage reste une introduction à laquelle on peut se fier, en même temps qu'une mine de suggestions intelligentes pour la constitution d'une discothèque.

Et, puisqu'il est question de disques, je vous recommande les deux derniers albums du guitariste Christian Escoudé, qui joue de mieux en mieux et dont le lyrisme est en train de prendre une ampleur considérable. *Return* (Red/Musica VPA 155) a été enregistré avec J. Vidal et A. Romano. *Gipsys' Morning* (JMS 013), en quintette, est une subtile dérive poétique qui ne touchera pas seulement le cœur des amateurs de jazz.

Alain GERBER

Mercredi 1er juillet

19 h 45 — Tour de France.

20 h 30 — Femmes, femmes, femmes.
La guerre des chaussettes.
Emission de Guillaume Hanoteau et Marie-Louise Daunot. Avec Amarande, Brigitte Chamarande et Pascale Audret.
Bonne sœur, puis aviatrice au cours des précédents épisodes, Louise devient dans celui-ci fille-mère des années trente et quarante. On n'ose imaginer son prochain avatar...

21 h 45 — La rage de lire. Spécial Lawrence Durrel.
Emission de Georges Suffert.
Une heure consacrée à l'écrivain anglais qui vient de publier son dernier roman, Livia, ou Enterrée vive.

23 h 00 — Sports. Championnat d'Europe de boxe.
Super-welters à Formia : Acariès contre Michello.

18 h 00 — Récré A2.
18 h 30 — C'est la vie.
19 h 20 — Actualité régionales FR3.
19 h 45 — L'escargot.
20 h 00 — Journal.
20 h 35 — C'est du spectacle.
Avec Thierry Le Luron.
22 h 10 — Alain Decaux raconte. Le putsch de Münich (1923).
23 h 10 — Journal.

18 h 55 — Tribune libre.
19 h 10 — Soir 3.
19 h 20 — Actualités régionales.
19 h 40 — FR3 Jeunesse.
20 h 00 — Les jeux de 20 heures.
20 h 30 — La sentence.
Film de Jean Valère (1959).
Avec Marina Vlady, Robert Hossein, Roger Hanin.
Une heure de répit, une heure d'espoir pour des résistants qui attendent d'être fusillés par les nazis.
21 h 45 — Soir 3.

Jeudi 2 juillet

14 h 15 — Les Frères Jacques.
Emission de Marcel Bluwal.
Trente-quatre ans de music-hall...
15 h 45 — Tour de France (Pau-Bordeaux).
16 h 40 — Face au Tour.
16 h 55 — Croque-vacances.
18 h 25 — Les derniers cavaliers.
18 h 50 — Génération Une.
19 h 45 — Tour de France.
20 h 00 — TF1 Actualités.
20 h 30 — Martine Verdier.

LES GRÈVES DE LONGWY

LES CONCLUSIONS DU GÉNÉRAL DALSTEIN

L'Enquête militaire s'efforce d'établir que la mort de Huard est purement accidentelle. — Comment ces conclusions sont accueillies par les témoins du drame.



A LONGWY
Un meeting en plein air

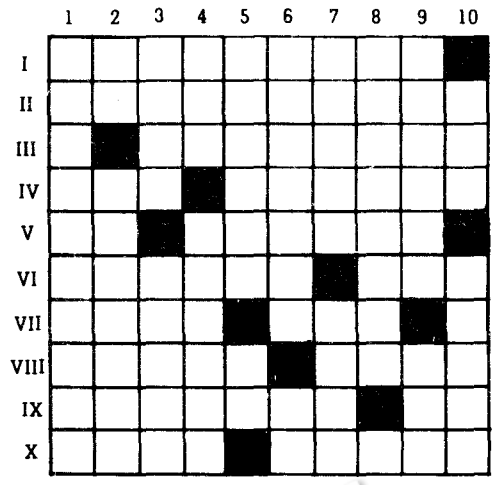
21 h 30 — Ceux qui se souviennent.
Premier des quatre volets de la série documentaire réalisée par Hubert Knapp sur la mémoire ouvrière *(voir notre article en page 13).*

22 h 30 — Le jeune cinéma français de court métrage.
Réalisation : Jean Hennin.
L'Ecole des chefs. Film de Philippe Muyl.
Comment une caméra vient en aide à un homme politique.

10 h 30 — Antiope.
12 h 00 — Tour de France.
12 h 30 — Les amours des années folles.
12 h 45 — Journal.
13 h 35 — L'aventurier.
14 h 00 — Aujourd'hui madame.
15 h 00 — Sports été.
18 h 00 — Récré A2.
18 h 30 — C'est la vie.
18 h 50 — Des chiffres et des lettres.
19 h 20 — Actualités régionales.
19 h 45 — L'escargot.
20 h 00 — Journal.
20 h 28 — D'accord, pas d'accord.
20 h 35 — Volpone.
Film de Maurice Tourneur (1940). Scénario : Jules Romains, d'après Ben Johnson.
Avec Harry Baur, Louis Jouvet, Charles Dullin.
Intrigues vénitiennes pour un film qui réunit, sur une histoire solide et pleine de rebondissements, trois grands du cinéma français.
22 h 00 — Fenêtre sur... Louis Genevoix, serviteur du théâtre, par Alberte Robert.
Emission de Sylvie Genevoix.
00 h 05 — Journal.

18 h 55 — Tribune libre.
19 h 10 — Soir 3.
19 h 20 — Actualités régionales.
19 h 40 — FR3 Jeunesse.
20 h 00 — Les jeux de 20 heures.
20 h 30 — La race des seigneurs.
Film de Pierre Granier-Deferre (1973).
Avec Alain Delon, Sydne Rome, Jeanne Moreau.
Comment une jeune cover-girl stressée peut gêner la carrière politique la mieux planifiée. Le film repose sur le visage dur d'Alain Delon et les avantages tendres de Sydne Rome.
22 h 00 — Soir 3.
22 h 20 — Agenda 3.

Mots croisés par Lionel



PROBLÈME N° 88

Horizontalement. — I. Un homme connu pour son caractère indépendant. - II. Ne fait même pas long feu. - III. Travaillée. - IV. Préfecture. Où le Parmesan peut faire son trou. - V. Note. Leur agitation peut valoir des châtaignes. - VI. Il en est un qui prit le parti d'Abélard. De grands postes furent créés pour elle. - VII. L'extase des jeunes générations. On lui connaît un homme mais des femmes le servent aussi. - VIII. Celui du jour n'est pas toujours très frais. Battu dans l'indifférence. - IX. Innées. Ile de France. - X. Rapproche l'araignée du plafond. Impose un train spécial.

Verticalement. — 1. Repose en partie sur des légendes. - 2. Article. Légers. - 3. Se définit par lui-même dans une locution. Sur quoi portent certains spots publicitaires. - 4. Se fait quand on est mal embarqué. La lie de la terre. - 5. Avec lui, certains travailleurs cherchent à coincer la bulle. Ce n'est plus qu'un homme, heureusement. - 6. Short long. Précise une spécialité. - 7. Ne résiste pas aux sucreries. Fleur qui nous est chère. - 8. Instrument de topographe. - 9. Roche métamorphique. Leitmotiv révolutionnaire. - 10. Pièce de golf. Arrête les balles.

SOLUTION DU N° 87

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	R	A	V	A	N	I	N	G
II	O	L	I	V	E	■	E	S	■	R
III	N	O	■	I	R	A	■	S	P	A
IV	T	Y	R	A	N	■	O	U	R	S
V	R	A	■	T	I	S	S	E	E	■
VI	E	U	D	I	S	T	E	■	C	A
VII	P	■	I	O	■	A	R	C	O	N
VIII	I	M	A	N	A	T	■	I	N	N
IX	E	O	N	■	N	U	A	N	C	E
X	D	I	E	T	E	T	I	Q	U	E

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Edouard Bailby**, rédacteur en chef adjoint ; **Ghislaine Toutain, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand,
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A
COMBAT SOCIALISTE

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mercredi 1er juillet

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — La musique et les hommes. H.W. Henze.
22 h 30 — Nuits magnétiques.
23 h 55 — Informations.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 — Concert par l'Orchestre philharmonique de la radio hollandaise.
Œuvres de Falla, Mozart, Roussel.
20 h 05 — Les chants de la terre.
20 h 30 — Concert par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio France.
Œuvres de Liszt.
22 h 30 — Ouvert la nuit. Les grands orchestres américains.

Combat
SOCIALISTE

CONSEIL DES MINISTRES

Quatre dossiers à l'ordre du jour

Amnistie, collectif budgétaire, emploi et réforme de l'audio-visuel

LE projet de loi d'amnistie que présente Robert Badinter, ministre de la Justice, devrait être plus large que prévu : tous les condamnés à moins de six mois de prison devraient en bénéficier. Des mesures individuelles pour des condamnés à plus de six mois pourraient être prises. Ce projet de loi devrait être le premier qu'examinerait l'Assemblée nationale à partir de la semaine prochaine.

Le deuxième projet de loi débattu par les députés pourrait être celui sur le collectif budgétaire, que Laurent Fabius présente sous sa forme définitive au Conseil des ministres.

Par ailleurs, le nouveau ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Anicet Le Pors, présente les procédures envisagées pour la création d'emplois d'utilité publique.

Georges Fillioud, ministre de la Communication, fait un exposé sur la réforme de l'audio-visuel et les résultats des entretiens qu'il a eus avec les partenaires en cause.

Enfin, le Conseil des ministres devrait désigner un nouveau commissaire au plan après la démission de Michel Albert. Il s'agit d'Hubert Prévot, secrétaire confédéral de la CFDT, responsable des questions économiques, collaborateur de Michel Rolant, secrétaire national à la centrale syndicale de la rue Cadet.



Surprise à «Apostrophes»

Ajar nous a bien eus

L'écrivain Emile Ajar, prix Goncourt en 1975 avec le roman *la Vie devant soi*, pourrait provoquer une demi-surprise vendredi soir sur Antenne 2 en avouant à Bernard Pivot qu'il n'en est pas le véritable auteur. Il devrait en effet être l'invité vedette de l'émission littéraire « Apostrophes » pour son livre *l'Homme que l'on croyait*, où il révèle que ses œuvres précédentes auraient en réalité été écrites par son oncle, le grand romancier Romain Gary, qui s'est suicidé au mois de décembre dernier.

LORSQUE parut *Gros Câlin* en 1974, toute la France se récria d'admiration. Enfin, un ton nouveau, tendre, un peu canaille, faussement maladroit ! Qui était, où se cachait le jeune auteur (car il ne pouvait être que jeune) de ce chef-d'œuvre ? Des noms circulèrent. On soupçonna Folon, qui avait illustré la superbe couverture du livre. on prétendit que le manuscrit avait été refusé par Gallimard, pour être publié par le Mercure de France où l'on se réjouissait de l'aubaine. « *Mais montrez-nous donc Ajar !* » suppliaient les journalistes. Impossible : on ne disposait que de l'adresse, une boîte postale en Amérique latine. Pourquoi l'intéressé se cachait-il ? Quel sombre secret expliquait sa vocation de l'anonymat ? Chacun y alla de son interprétation : un amour tragique, la nostalgie de Mai 68, ou, pourquoi pas, des ennuis avec la justice...

Un jour, enfin, Emile Ajar se montra. Il correspondait si exactement à sa légende que les applaudissements fusèrent de plus belle. Il avait l'air d'un gitan, souriait à peine et parlait comme ses héros, d'une voix rauque qui allait droit au cœur. On apprit qu'il se nommait en réalité Paul Pavlowitch vivait près de Toulouse, avec sa femme et ses filles. Mais pas question d'admettre la presse à son foyer. Rien, ni la gloire, ni la fortune, n'apprivoiserait jamais ce poney sauvage.

A l'écart du tourbillon parisien, il poursuivit son œuvre. *La Vie devant soi* obtint le prix Goncourt en 1975, et, naturellement, Ajar refusa de venir trinquer avec le jury et de prendre la pose devant les photographes ! En 1976, il publia *Pseudo-Pseudo*, dans lequel il racontait ses démêlés avec les éditeurs avides de « pub ». En 1979, *l'Angoisse du roi Salomon* nous présentait l'irrésistible complicité d'un vieux sage juif et d'un petit marlou.

Aujourd'hui, voici son dernier livre (puisse-t-il ne pas l'être !), *l'Homme que l'on croyait*, un portrait de son oncle Romain Gary qui se suicida l'an passé. Cette mort a rompu l'accord tacite qui liait les deux écrivains, ou — plutôt, selon Paul Pavlowitch — qui liait un écrivain à un mystificateur. Car le génie, c'était l'autre : l'homme de lettres consacré, qui avait, lui aussi, reçu le Goncourt pour *les Racines du ciel* en 1956. Ajar Pavlowitch, lui, se serait contenté de signer.

— *Et puis après ?* diront les bonnes gens. *Si ses livrese nous enchantaient, qu'importe qui les a écrit ?*

— *Faut-il croire cet étrange aveu ?* s'interrogeront les critiques. *Ajar nous a si souvent menés en bateau !*

Et les mauvaises langues soupçonneront une habile manœuvre pour lancer un ouvrage qui, avant même sa sortie, fait déjà un tel vacarme.

Gabrielle ROLIN

SIDERURGIE

Prolongation d'un an pour la convention de protection sociale

LA convention générale de protection sociale de la sidérurgie a été prolongée d'un an à la suite d'un accord intervenu, mardi à Paris, entre les représentants de l'Union des industries minières et métallurgiques et les organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC et CGC).

Cette convention permet aux travailleurs de ce secteur de partir en préretraite à 55 ans ou de bénéficier de dispenses d'activité dès 50 ans (*Combat socialiste* du 30 juin).

Si, pour la CFDT, cet accord comporte « *plusieurs points favorables* », pour la CGT, qui a refusé de le signer et quitté la salle en cours de réunion, il constitue un « *chèque en blanc au patronat pour dégraisser les effectifs* ». La centrale de Georges Séguy regrette, en effet, que le représentant du ministère du Travail se soit « *borné à confirmer l'accord du gouvernement à la reconduction de la convention sociale de 1979, tout en se refusant à tout engagement quant au maintien de l'emploi dans la sidérurgie* ».

• **La troisième conférence internationale** sur la protection contre les séismes, organisée par l'Institut de recherche des matériaux de Ljubljana (Slovénie), et financée par le Comité mixte yougoslavo-américain pour la science et la technologie, s'est ouverte mardi à Bled (Slovénie).

Les sociologues, économistes, urbanistes et spécialistes de la construction présents examineront les conséquences économiques et sociales des séismes, et se pencheront notamment sur la protection des régions urbanisées.

• **L'épicentre de la secousse tellurique** qui a ébranlé, mardi à l'aube, l'agglomération algéroise se situait juste à la périphérie de la capitale et n'était pas du tout une « réplique » du violent tremblement de terre qui avait détruit la région d'El-Asnam, en octobre dernier, comme l'avait d'abord indiqué le Centre national d'astronomie et de géophysique.

La noble Espagne

• **Suite de la page 1.**

trouver de nouveaux prétextes pour écarter l'Espagne de la grande famille démocratique européenne. L'Espagne a beaucoup à nous apporter, et au-delà de ses frontières, ce sont l'Afrique et l'Amérique hispanique qui s'ouvriront davantage à notre vieux continent.

Œuvrons pour que la noble et fière Espagne rejoigne l'Europe des Dix. C'est le meilleur service que nous puissions lui rendre. Il serait regrettable que, par dépit, elle intègre l'OTAN et aggrave, du même coup, la précaire coexistence entre l'Est et l'Ouest.

Edouard BAILBY

Hausse des tarifs publics et revalorisation des prestations sociales

COMME nous l'avions annoncé dans *Combat socialiste* du 1er juillet, différents tarifs publics augmentent à partir du 1er juillet.

Les tarifs du gaz à usage domestique augmentent de 17 % et de 26,7 % pour le gaz industriel ; ceux de l'électricité sont relevés de 15 % en moyenne.

Par ailleurs, les loyers des logements soumis à la loi de 1948 sont majorés de 10 à 13 %. En ce qui concerne les logements HLM et ceux du secteur libre, les loyers pourront également être majorés à cette même date, mais le ministre du Logement, Roger Quilliot, a engagé tous les propriétaires et gestionnaires à la modération.

Pour la régions parisienne, Charles Fiterman, ministre des Transports, a indiqué que la hausse des tarifs des transports, qui était prévue pour le 1er juillet, est différée.

C'est également à cette date qu'interviennent les premières revalorisations d'une série de prestations sociales. Conformément aux décisions prises par le gouvernement lors du Conseil des ministres du 3 juin, le minimum vieillesse et l'allocation pour handicapés adultes augmentent de 20 %, alors que les allocations familiales et l'allocation logement sont majorées de 25 %. Les pensions de retraite de la Sécurité sociale sont, elles, relevées de 6,2 %.

• **Plus de 400 moutons** sont morts de froid et d'épuisement ces jours derniers dans les alpages du Briançonnais.

Les ovins, venus de Provence, ont été surpris par les pluies diluviennes et les chutes de neige. Un troupeau de 1 200 têtes s'est trouvé en difficulté dans le secteur des cols du Lautaret et du Galibier, près de Villar-d'Arêne (Hautes-Alpes). Près de Montgenèvre (Hautes-Alpes), 70 moutons et brebis ont également succombé aux intempéries.

Conflit réglé au PMH

LES courses hippiques ont repris ce mercredi 1er juillet à Evry. Après plus de cinq heures de négociations au ministère du Travail, les représentants du personnel du Pari mutuel hippodrome (PMH) et les cinq directeurs des sociétés de courses parisiennes sont parvenus, mardi soir, à un accord dans le conflit qui avait éclaté samedi dernier (*Combat socialiste* du 1er juillet).

Le problème le plus délicat à résoudre a été celui du personnel auxiliaire du Pari mutuel hippodrome, personnel qui travaille à la vacation pour un salaire d'environ 2 000 francs pour douze vacations par mois.

Le texte de l'accord établi grâce à la médiation de Gilbert Cornu, chargé de mission au cabinet de Jean Auroux, ministre du Travail, porte sur quatre points : respect de la convention collective de 1951, retour aux avantages acquis avant 1978, engagement de reprendre les négociations sur une nouvelle convention collective avant le 15 septembre et acceptation d'un arbitrage pour les points encore litigieux au 31 décembre de cette année. Les 273 guichetiers du PMH devaient se prononcer ce mercredi sur le texte de l'accord.

Il était temps qu'un accord intervienne, car la colère montait aussi bien chez les entraîneurs que chez les lads ou les propriétaires. Côté ministère de l'Agriculture qui exerce la tutelle sur les courses, on faisait remarquer que la suppression des courses samedi, dimanche et lundi avait déjà provoqué un manque à gagner de 33 millions de francs pour l'Etat.

• **L'autopsie pratiquée** sur le corps de Mme Martine Bernard, fille du maire adjoint de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a permis d'établir que la jeune femme avait succombé à des coups portés à la tête, mais qu'il n'y avait pas eu viol.